

# L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

## ABONNEMENTS

à partir du 1<sup>er</sup> de chaque mois  
France & Algérie : Un an... 25 fr.  
— Six mois... 14 fr.  
Étranger (U.-P.) : Un an... 32 fr.  
— Six mois... 18 fr.

Adresse télégraphique : **Éconopéen-Paris**

Paraissant le Vendredi

Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**

PRIX DE CHAQUE NUMÉRO :

France : **0 fr. 50** ; Étranger : **0 fr. 60**

## INSERTIONS

Ligne anglaise de 5 centimètres  
Annonces en 7 points ..... 2.50  
Réclames en 8 points ..... 4 »  
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces  
et réclames d'émission.

TÉLÉPHONE : Central 46-61

N° 1199. — 47<sup>e</sup> volume (9)

Bureaux : 50, Rue Sainte-Anne, Paris (2<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup>)

Vendredi 26 Février 1915

## LA SITUATION

La France, l'Angleterre, la Russie, la Belgique ont publié leurs documents diplomatiques exposant les origines et les causes de la guerre ; ces documents ont été répandus dans le monde entier et chacun a pu voir que le conflit a été préparé, voulu par l'Allemagne. Si, après la lecture de ces pièces officielles, un neutre avait pu avoir encore quelques doutes, il aurait pu se convaincre en constatant quelques faits décisifs, tels que l'excessive préparation de l'armée germanique... Mais l'opinion des neutres est faite depuis longtemps, et si leurs sentiments particuliers les portent vers l'un ou l'autre des combattants, ils savent de quel côté se trouvent le droit et la justice.

C'est peut-être un des motifs qui poussent l'Allemagne à farder imperturbablement la vérité et à répéter contre toute évidence que cette guerre lui a été imposée. Ce mensonge est répété chaque jour ; il s'étale dans la presse d'outre-Rhin, se répand dans tous les documents officiels, domine toutes les proclamations du kaiser, de ses alliés, de ses généraux.

Et comme il faut toujours lutter contre le mensonge, le *Foreign Office* vient de publier deux documents nouveaux : une lettre que M. Poincaré adressait le 31 juillet au roi d'Angleterre et la réponse que lui fit le roi George V le lendemain, 1<sup>er</sup> août. A moins de prétendre que ce sont des faux, confectionnés après coup pour les besoins de la cause, il sera impossible à ceux qui les ont lus de croire que la Triple-Entente a machiné de perfides intrigues pour forcer l'Allemagne à la guerre.

Cela n'empêche pas nos ennemis de continuer à se poser en victimes : ils réussissent ainsi à tromper encore quelque temps l'opinion de leur peuple qui se laisserait vite des ruines éprouvées, des sacrifices consentis, de la crise économique qui augmente chaque jour d'intensité, s'il savait que cette lutte lui a été imposée par la volonté de son souverain et l'orgueil des hobereaux qui l'entourent.

## LES ÉVÉNEMENTS DE LA GUERRE

Nous disions, il y a huit jours, qu'il n'y avait plus seulement à compter avec des duels d'artillerie, mais qu'un peu de tous côtés on s'était montré plus actif d'un côté et de l'autre. Cette activité s'est même transformée en une action vigoureuse que nos troupes ont menée en Champagne et en Argonne, et qui est poursuivie sans arrêt.

Bien que l'on ne nous le dise pas explicitement,

la bataille a certainement une réelle ampleur sur la partie du front qui s'étend de Souain jusqu'à la Meuse, au nord de Verdun.

Il faut, d'ailleurs, que nous ayons remporté, dans l'est, de réels et sensibles avantages, pour que nos ennemis se soient attachés à bombarder de nouveau Reims comme ils l'ont fait. L'envoi, en quelques heures, de 1.500 obus sur tous les quartiers de la ville, — obus qui ont fait une vingtaine de victimes dans la population civile et qui ont occasionné l'incendie de quelques maisons, — semble bien être un acte de rage.

En Alsace, nos soldats ont eu à repousser des attaques allemandes. Ils l'ont fait avec succès, ce qui indique que nous tenons toujours solidement nos positions des Vosges.

Le grand état-major général russe a publié, le 22 février, un communiqué dans lequel il a expliqué le mouvement de retraite en Prusse orientale auquel nous faisons allusion il y a huit jours.

Mettant de nouveau à profit leur réseau de chemin de fer extrêmement développé, les Allemands lancèrent des forces importantes provenant de la concentration de plusieurs corps nouveaux et de prélèvements sur leurs autres fronts, en vue de tourner la 10<sup>e</sup> armée russe. Ne pouvant, faute de voies ferrées, réunir avec la rapidité nécessaire les troupes indispensables pour arrêter la poussée de l'ennemi, l'état-major russe décida de ramener la dite armée vers la frontière et au delà du Niémen. Dans ce mouvement, un corps eut particulièrement à souffrir, mais les Allemands, de leur côté, eurent à supporter des pertes cruelles.

A l'heure actuelle, l'avance des Allemands est arrêtée, et les Russes ont même repris l'offensive.

Au centre, rien de bien particulier à signaler ; il semble qu'il n'y ait là que des combats isolés.

Sur les Carpathes, au nord-ouest, les efforts des Autrichiens pour repousser les Russes ont été inutiles ; ils n'aboutissent qu'à retarder la marche de ces derniers qui, au sud-est, près de Stanislof, reprennent l'offensive.

En ce qui regarde le Caucase, on télégraphie de Sofia que l'offensive turque dans ce pays ayant subi un échec complet, on prétend maintenant que la mission militaire allemande en Turquie s'était prononcée contre le plan consistant à attaquer la Russie, et avait conseillé d'adopter une forte défensive en réservant le principal effort pour l'invasion de l'Égypte...

D'après les télégrammes reçus par les journaux suisses, les Serbes auraient envahi le territoire austro-hongrois, en occupant une bande de ce territoire profonde de deux à six kilomètres.

Nous parlons plus loin de l'action entreprise devant les Dardanelles par les forces navales anglo-françaises. Nous n'avons donc pas à nous appesantir sur ce point.

Mentionnons, d'autre part, que notification régulière de blocus a été faite le 22 février par les gouvernements alliés au gouverneur de l'Afrique orientale allemande, à Dar-es-Salam. Ce blocus commencera à minuit dans la nuit du 28 février au 1<sup>er</sup> mars. Il a été accordé aux navires neutres quatre jours pleins pour sortir.

## QUESTIONS DU JOUR

### La Guerre d'Usure économique contre l'Allemagne

(Suite) (1)

#### La Question du Pain en Allemagne

I. — Les besoins réels de l'Allemagne en céréales et ses moyens de production. — Quels sont les moyens de production de l'Allemagne en céréales : froment, seigle ou orge, et quels sont les besoins de sa consommation ? C'est une double question délicate à résoudre, mais à laquelle la *Statistique officielle du Ministre royal hongrois de l'Agriculture* nous permet cependant de répondre d'une manière impartiale.

Cette statistique, établie à l'aide d'enquêtes spéciales faites par les consuls austro-hongrois en résidence dans les pays producteurs, a été publiée pour la vingt-septième fois en 1914. Elle a une grande valeur en ce sens qu'elle s'efforce de présenter une image fidèle de la « production et du mouvement commercial des produits agricoles dans les principaux pays du monde », et, par expérience personnelle, nous avons plusieurs fois constaté que les données concernant la production, le mouvement commercial des divers pays et les déductions qui en découlent relativement aux besoins de leur consommation indigène, sont aussi rapprochées que possible de la vérité.

Or, en ce qui concerne l'Empire d'Allemagne, voici ce que nous trouvons dans la dernière statistique hongroise, page 124 :

#### Production et consommation des céréales à blé en Allemagne pour l'année 1913

Céréales	Production indigène du pays ou déficits		
	(En milliers de quintaux)		
Froment.....	46.560	62.000	- 16.240
Seigle.....	122.220	107.300	+ 14.920
Orge.....	36.730	64.100	- 27.370
<b>Totaux.....</b>	<b>205.510</b>	<b>234.200</b>	<b>- 28.690</b>
Pommes de terre.....	541.211	504.210	+ 37.001
Avoine.....	97.140	86.600	+ 10.540

Le rapport dont le Ministre royal hongrois accompagne cette statistique constate que l'année 1913 a été une véritable année record, car tous les produits : céréales à pain, pommes de terre et avoine, ont enregistré une forte augmentation vis-à-vis de l'année 1912, qui avait été elle-même très favorable.

En voici la preuve :

#### Production comparée des années 1912 et 1913

Produits	Excédent pour 1913		
	(En milliers de quintaux)		
Froment.....	43.606	46.559	+ 2.953
Seigle.....	115.983	122.223	+ 6.240
Orge.....	34.820	36.733	+ 1.913
<b>Totaux.....</b>	<b>194.409</b>	<b>205.515</b>	<b>+ 11.106</b>
Pommes de terre.....	502.095	541.211	+ 39.116
Avoine.....	85.202	97.140	+ 11.938

Or, malgré l'augmentation considérable obtenue en 1913, les récoltes en céréales en Allemagne ont été, d'après la statistique hongroise, inférieures de

(1) Voir *L'Economiste Européen* des 22, 29 janvier, 5, 12 et 19 février 1915.

28.690.000 quintaux aux besoins réels de la consommation nationale.

On suppose parfois que cette insuffisance peut être compensée par l'excédent de production de la Hongrie : on oublie ainsi que cette dernière nation est l'associée douanière de l'Autriche, pays fortement déficitaire en céréales, et qu'après avoir servi la consommation autrichienne, les producteurs hongrois n'ont plus rien à exporter au dehors.

Voici, tirée de la même *Statistique du Ministre royal hongrois de l'Agriculture* de 1914 (pages 29, 30 et 250), la preuve de ce fait :

#### Production et consommation des céréales à blé en Autriche-Hongrie pour l'année 1913

	AUTRICHE			HONGRIE		
	Production	Besoins du pays	Excédent ou déficit	Production indigène	Besoins du pays	Excédent ou déficit
Froment.....	16.230	30.000	- 13.770	45.790	36.000	+ 9.790
Seigle.....	27.050	31.000	- 3.950	14.230	11.500	+ 2.730
Orge.....	17.500	19.720	- 2.220	18.020	15.000	+ 3.020
<b>Totaux.....</b>	<b>60.780</b>	<b>80.720</b>	<b>- 19.940</b>	<b>78.040</b>	<b>62.500</b>	<b>+ 15.540</b>
Avoine.....	26.780	29.000	- 2.220	15.380	12.000	+ 3.380
Mais.....	3.380	12.000	- 8.620	53.600	55.220	- 1.620

Ce tableau — qui n'a pas été établi pour les besoins de notre cause, puisqu'il est extrait d'une statistique officielle dressée bien avant la guerre — démontre donc que la Hongrie, au point de vue des céréales, ne peut être d'aucun secours à l'Allemagne, l'excédent de sa production étant inférieur au déficit de la consommation autrichienne.

Les pommes de terre pourront-elles suppléer au déficit des céréales ? Dans une certaine mesure seulement, car de la très forte récolte de 1913 il ne restait absolument rien au mois d'octobre dernier, et c'est sur la récolte de 1914 qu'il faudra effectuer les prélèvements des 5 à 20 0/0 de féculé que le Gouvernement allemand a décidé de faire introduire dans la farine à pain.

Or, quel a été le rendement des récoltes de 1914 ? Pour tous les produits agricoles, *fortement inférieur* à celui de 1913, nous le verrons plus loin.

En ce qui concerne spécialement les pommes de terre, les évaluations en fixent la quantité à 450 millions 288.000 quintaux, contre 541.211.000 quintaux en 1913 et 502.095.000 quintaux en 1912 : les besoins du pays en pommes de terre ayant été estimés, pour l'année 1913 entière, à 504.210.000 quintaux par la statistique officielle hongroise, la production de 1914 laisserait déjà un déficit de 53.922.000 quintaux. Dès lors, on peut affirmer que tous les tubercules qui seront convertis en féculé, afin d'augmenter le volume de la farine à pain, manqueront à la population pour sa consommation directe en pommes de terre.

Mais il faut également observer que la consommation intérieure allemande demande chaque année à l'étranger des quantités considérables de farineux autres que les *céréales à pain*, tels que : riz, légumes secs et leurs dérivés, semoules, tapiocas, pâtes alimentaires, etc... En 1912, l'excédent des importations de ces produits sur leurs exportations a dépassé 12 millions de quintaux ; et en tenant compte du déficit de 28.690.000 quintaux des *céréales à pain* établi par la statistique officielle hongroise, on arrive à cette constatation que, malgré l'importance considérable des récoltes de 1913 en froment, seigle et orge, la production indigène n'aurait pu nourrir la population allemande que pendant *dix mois* si les frontières de l'Empire s'étaient brusquement fermées à toute importation.

Un autre procédé de calcul ramène cette durée à *9 mois et 12 jours* : la différence, qui est d'ail-

leurs sans grande importance, provient de ce que la statistique hongroise s'est appuyée, pour évaluer les besoins de la consommation allemande, sur le commerce extérieur de l'Empire de 1912, tandis qu'en utilisant les chiffres officiels du commerce extérieur allemand de 1913, on trouve un déficit légèrement plus élevé.

Pendant cette dernière année, l'excédent des importations du froment étranger en Allemagne a, en effet, atteint 20.005.000 quintaux (329.201.000 marks) ; celui de l'orge, 32.321.000 quintaux (389 millions 371.000 marks) : soit au total 52.326.000 quintaux de grains (718.572.000 marks), dont il faut déduire un excédent d'exportations de 5 millions 819.000 quintaux de seigle (90.746.000 marks), et de 4.189.000 quintaux de farines de blé et de seigle (83.358.000 marks), représentant environ 5.585.000 quintaux de grains.

En fin de compte, le déficit net des céréales pour l'année 1913, d'après la statistique officielle du commerce extérieur allemand, s'est élevé à 42 millions 318.000 quintaux, représentant une dépense de 794 millions de francs. Et il s'agit, ne l'oublions pas, d'une année de grand record au point de vue de la récolte de ces céréales en Allemagne.

Il convient encore de signaler que l'Allemagne importe également de l'étranger pour 316 millions de francs de café ; 276 millions de fruits divers ; 235 millions d'œufs ; 158 millions de poissons frais et secs ; 157 millions de francs de beurre ; 82 millions de vins : soit, pour les six articles, la modeste somme de 1.224 millions de francs.

La complète fermeture des frontières porterait donc un coup terrible à l'Allemagne, car, en supposant que son gouvernement ait eu la précaution, avant la déclaration de guerre, de constituer quelques stocks un peu importants de céréales et de produits divers, — ce qui n'est pas exact, — ces stocks ont dû être absorbés, et bien au delà, par les prélèvements qu'on a certainement faits à l'intérieur du pays pour centraliser les réserves de vivres nécessaires aux armées.

II. — Les récoltes allemandes en 1914. — Plusieurs journaux allemands ont annoncé que la récolte des céréales et des pommes de terre était, en 1914, déficitaire par rapport à l'année 1913 ; mais aucun d'eux — dans un but que l'on va immédiatement comprendre — n'a encore précisé l'importance du déficit.

L'*Institut international d'Agriculture de Rome*, qui fonctionne sous le haut patronage du roi d'Italie, publie chaque mois un *Bulletin de statistique agricole et commerciale* donnant — d'après les renseignements officiels recueillis dans chacun des pays observés — l'évaluation des récoltes pour les principaux produits agricoles des pays en question.

Dans son dernier bulletin (20 novembre 1914), l'*Institut international* présente les évaluations suivantes pour le royaume de Prusse en 1914, comparativement aux récoltes de 1913 (1).

#### Évaluation des récoltes agricoles en Prusse pour l'année 1914 comparativement à l'année 1913

Produits	Déficit en 1914		
	(En milliers de quintaux)		
Froment.....	29.426	25.018	- 4.408 - 15 0/0
Seigle.....	93.452	84.651	- 8.801 - 9.4
Orge.....	21.850	17.752	- 4.098 - 18.8
<b>Totaux.....</b>	<b>144.728</b>	<b>127.421</b>	<b>- 17.307 - 12 0/0</b>
Pommes de terre..	392.153	326.271	- 65.882 - 16.8 0/0
Avoine.....	65.599	59.490	- 6.109 - 9.3

Ainsi, dans le royaume de Prusse, qui représente à lui seul plus des trois cinquièmes de la production agricole de l'Empire allemand, toutes les productions sont en recul marqué.

(1) Pages 528 à 535 et 543.

Quelle est la cause de cette moins-value, alors que les prévisions des mois de juin et de juillet laissaient encore espérer des rendements à peu près semblables à ceux de 1913 ? La revue agricole *Lübeckische Blaetter* du 18 octobre dernier nous l'indique nettement :

« Maintenant que la récolte est faite, dit-elle, il faut bien avouer que l'abondance sur laquelle nous comptions était un leurre. Le rendement reste bien inférieur à notre attente. La sécheresse du printemps et de l'été n'a pas permis aux céréales de se développer. Le grain est petit, pauvre en farine. Une hausse rapide est la conséquence de ce fait. La récolte des pommes de terre n'a pas donné non plus ce que l'on en attendait. De même la question de l'alimentation du bétail devient inquiétante. Déjà on est obligé de lui donner l'orge importée du Danemark à des prix très élevés.

« Le manque de l'orge à bas prix et du maïs, qui nous venaient de Russie, se fait vivement sentir. Le prix de vente des porcs n'est pas du tout en rapport avec le prix d'achat des denrées destinées à leur élevage. Aussi le paysan vend ses porcs ou les abat ; les porceaux sont tués dès leur naissance, car leur nourriture coûterait trop cher par rapport à ce que l'on peut en retirer. »

Et la revue de Lübeck ajoute que la conséquence de ces faits c'est que la viande de porc, comme les pommes de terre, atteindra des prix très élevés et qu'il en résultera une grande détresse pour les pauvres gens qui comptaient sur ces deux produits pour se nourrir pendant ce rude hiver.

Le déficit en céréales à pain est confirmé par le professeur docteur F. Wohltmann qui publie dans la *Deutsche Tageszeitung* du 10 octobre une statistique encore plus mauvaise que celle de l'*Institut international d'Agriculture de Rome*, en ce sens que, pour l'Allemagne entière, il évalue le seul déficit du froment à 20 millions de quintaux.

Les chiffres donnés par l'*Institut de Rome* seront très probablement au-dessus de la vérité, car l'expérience pratique démontre que, pour les années déficitaires, les résultats définitifs sont toujours inférieurs aux premières évaluations.

Quoi qu'il en soit, en appliquant les prévisions pour la Prusse à l'ensemble de la production de l'Empire allemand, voici les chiffres auxquels on arrive :

#### Évaluation des récoltes agricoles en Allemagne pour l'année 1914, comparativement à l'année 1913

Produits	1913		Déficit à retrancher	Reste pour 1914
	1.000 quint.	%		
Froment.....	46.559	- 15 %	= 6.984	39.575
Seigle.....	122.223	- 9.4%	= 11.489	110.734
Orge.....	36.733	- 18.8%	= 6.906	29.827
<b>Totaux.....</b>	<b>205.515</b>		<b>- 25.379</b>	<b>180.136</b>
Pommes de terre..	541.211	- 16.8%	= 90.923	450.288
Avoine.....	97.140	- 9.3%	= 9.034	88.106

Ainsi, le déficit de l'année 1913 qui, d'après la *Statistique officielle du Ministre royal hongrois de l'Agriculture*, atteignait déjà 28.690.000 quintaux de céréales, malgré une très forte récolte, va s'augmenter de l'insuffisance de la production de 1914 par rapport à l'année précédente, soit : 28.690.000 + 25.379.000 = 54.069.000 quintaux, ce qui ne laisse qu'un stock correspondant à la nourriture normale de l'empire pendant *8 mois à 8 mois et demi au plus*.

On aura beau ordonner aux populations agricoles de ne pas nourrir le bétail avec de l'orge ou du maïs et prescrire aux boulangers de mettre dans leur farine 20 % de féculé de pommes de terre : les pommes de terre — en supposant qu'elles puissent se conserver sans pourrir jusqu'à l'année prochaine — ne donneront qu'une ressource très limitée, puisque leur production a diminué, cette année-ci, d'au moins 90.923.000 quintaux.

La pénurie en est d'ailleurs confirmée par une lettre du 15 octobre dernier venue de l'intérieur de l'Allemagne et trouvée sur un prisonnier :

« Tout augmente d'une façon effroyable. On ne trouve pas de pommes de terre. Les marchands sont allés en chercher en Mecklembourg, mais il n'y en a pas davantage là-bas. Cela provient de ce que vous faites trop de prisonniers et qu'ils mangent le peu qui restait en Allemagne. »

Ainsi donc, si l'Allemagne était réellement isolée du monde pour son alimentation, elle se trouverait, dès le mois d'avril prochain, — et peut-être même avant cette époque, — dans une telle pénurie de céréales, que son gouvernement se verrait sans doute obligé de rationner le pain surtout dans les grandes villes.

La Hongrie pourra-t-elle venir à son secours ? Cela nous semble impossible, car le déficit sur la récolte des céréales, constaté dans ce pays par le même *Bulletin de statistique de l'Institut international d'Agriculture* (20 novembre, pages 528 et 535), est encore plus important que celui signalé pour le royaume de Prusse.

**Évaluation de la récolte des céréales dans la Hongrie proprement dite en 1914 comparativement à l'année 1913.**

Céréales	1913	1914	Déficit en 1914	
	(En milliers de quintaux)		0/0	
Froment.....	41.190	34.139	- 7.051	- 17.1
Seigle.....	13.274	12.117	- 1.157	- 8.7
Orge.....	17.380	14.619	- 2.761	- 15.9
Totaux.....	71.844	60.875	- 10.969	- 15.2
Avoine.....	14.487	13.146	- 1.341	- 9.3

Il ne s'agit ici que de la Hongrie proprement dite, abstraction faite de la Croatie-Slavonie dont le rendement en céréales avait été, en 1913, de 4.599.000 quintaux de froment, 956.000 quintaux de seigle, 640.000 quintaux d'orge et 893.000 quintaux d'avoine.

La Hongrie proprement dite ayant, en 1914, un déficit en céréales à pain de 10.969.000 quintaux ou 15,2 %, ne pourra donc absolument rien exporter en Allemagne, car il lui sera même impossible de faire face à son propre déficit et au déficit de l'Autriche qui va être, en 1914-1915, infiniment plus important que celui de l'année agricole précédente.

(A suivre.)

L<sup>e</sup> Colonel EDMOND THÉRY.

### Le Monopole des Céréales à Pain en Allemagne

La pression économique que le blocus de la flotte anglo-française exerce sur l'Allemagne s'accroît de jour en jour, et il est intéressant, pour nous, d'en suivre les effets.

Au commencement de la guerre, le gouvernement impérial s'était contenté de recommander à la population d'économiser le pain et les vivres ; mais il paraît que chaque Allemand a compté sur son voisin pour faire cette économie, car, à la fin du mois de décembre encore, on consommait — surtout dans les grandes villes — autant de pain, de gâteaux et de pâtisseries qu'autrefois.

Devant les réclamations de la presse des Etats du Sud — qui voyait mieux la situation que la presse berlinoise, — le gouvernement impérial s'est décidé à procéder à un recensement général des céréales et farines existant dans l'empire ; les résultats de ce recensement, centralisés à Berlin, ont été connus vers le 15 janvier dernier, et il faut croire qu'ils ont été terrifiants, car c'est à partir de ce moment que la constitution du monopole d'Etat des céréales à pain a été décrétée, et que les dirigeants allemands ont pris, à l'égard des pays neutres et des Etats-Unis — qui se refusent à violer leur neutralité pour ravitailler l'Allemagne — l'at-

titude agressive dont le fameux blocus des eaux britanniques n'est qu'un simple épisode.

L'organisation du monopole impérial des céréales est elle-même une mesure très grave, parce qu'elle enlève à l'Allemagne tout prétexte de réclamer contre leur saisie comme contrebande de guerre, et c'est en outre une opération d'une envergure formidable.

En effet, il a fallu réquisitionner ou saisir des stocks de grains et de farines chez plus de quatre millions de détenteurs paysans ou citadins ; ouvrir un compte à chacun d'eux ; puis transporter ces stocks sur des entrepôts à installer et, enfin, organiser leur répartition méthodique.

Or, il existe en Allemagne 52 villes ayant plus de 100.000 habitants, et l'on peut, dès maintenant, se faire une idée — par les détails dont les journaux sont remplis — des difficultés énormes que les autorités administratives auront à surmonter pour assurer cette répartition et éviter, d'une part, les protestations des consommateurs urbains qui trouveront le rationnement trop dur, et, d'autre part, les réclamations des habitants des campagnes qui ont été dépouillés de leurs réserves alimentaires au profit des citadins.

L'Allemagne prend donc, de plus en plus, les allures d'une ville assiégée, et l'on peut même prédire aujourd'hui que les pommes de terre seront bientôt comprises dans le monopole d'Etat, car elles commencent à manquer sur tous les points du territoire, parce qu'on s'en est servi pour faire du pain et pour nourrir le bétail privé de fourrage. Or, il ne faut pas oublier que la récolte des pommes de terre en Allemagne a été, en 1914, de plus de 90 millions de quintaux inférieure à celle de 1913.

Bref, malgré toute la rigueur des mesures que le gouvernement impérial a prises pour réglementer et limiter la consommation du pain et des pommes de terre, l'Allemagne, par le fait du blocus de guerre, se trouve dans une situation terrible, en ce sens que si elle parvient à atteindre les prochaines récoltes, elle ne pourra le faire qu'au prix des souffrances les plus cruelles pour sa population civile.

Cela prouve d'une manière indubitable les avantages énormes qu'il y a, pour un grand pays, à se suffire à lui-même pour l'ensemble de ses besoins. Cela doit nous encourager, plus que jamais, à défendre notre production nationale et à maintenir un juste équilibre entre notre agriculture et notre industrie.

EDMOND THÉRY.

### La Production de l'Or dans le Monde

Les statistiques relatives aux rendements des pays qui représentent 80 % de la production d'or mondiale sont maintenant connues, dit notre confrère de Londres *The Statist*, et l'on peut, par suite, se faire une idée approximative de ce qu'a été l'année 1914 pour ce métal précieux. A la fin du premier semestre, tout indiquait qu'il y aurait à enregistrer une diminution dans la production pour toute l'année et plus tard, il semblait que la guerre aurait pour résultat de rendre plus sensible cette diminution. Les événements ont prouvé cependant que les hostilités en cours n'avaient pas eu l'effet que l'on prévoyait. C'est ainsi que l'Afrique, les Indes et l'Australie ont donné, dans le second semestre de 1914, plus d'or que pendant le premier, et que les diverses possessions britanniques ont produit environ 57 millions livres sterling d'or. Comme la production totale de l'or dans le monde est évaluée, pour 1914, à 91.254.000 liv. st., contre 93.450.000 liv. st. en 1913 et 96.000.000 liv. st. en 1912, l'Empire britannique se trouve donc avoir donné un peu plus de 62 % de la production mondiale.

La manière dont les divers pays ont contribué à cette production ressort des tableaux suivants. A

noter que les chiffres indiqués pour 1912 ont été fournis par le directeur de la Monnaie aux Etats-Unis, et que les statistiques pour 1913 ont été révisées au moyen des derniers renseignements obtenus :

#### Production totale de l'or dans le monde

	En 1912	En 1913	En 1914
	(En milliers de livres sterling)		
Transvaal.....	38.757	37.358	35.588
Rhodésie.....	2.707	2.903	3.580
Afrique Occidentale.....	1.497	1.635	1.727
Total pour l'Afrique...	42.961	41.896	40.895
Australie Occidentale...	5.448	5.582	5.237
Queensland.....	1.478	1.128	1.010
Victoria.....	2.040	1.848	1.740
Nouvelle-Galles du Sud..	702	636	640
Australie Méridionale....	48	41	40
Nouvelle Zélande.....	1.345	1.459	1.500
Tasmanie.....	162	142	142
Total pour l'Australie..	11.223	10.836	10.309
Indes.....	2.265	2.300	2.340
Canada.....	2.500	3.360	3.360
	4.765	5.660	5.700
Total pour l'Empire britannique.....	58.949	58.392	56.904
Etats-Unis.....	19.268	18.200	19.000
Mexique.....	4.860	3.610	2.000
Russie.....	5.000	5.250	5.350
Autres pays.....	8.000	8.000	8.000
Total général.....	96.077	93.432	91.254

Du tableau ci-dessus il ressort que le Transvaal, qui est le plus important champ d'or du monde, a donné, en 1914, près de deux fois autant que les Etats-Unis qui figurent en seconde ligne dans la liste des pays producteurs d'or, et dont le rendement a été presque le double de celui de l'Australie.

Faut-il rappeler ici qu'avant 1850, la production totale d'or dans le monde s'établissait ainsi pour chaque période de 10 années, étant entendu que les montants indiqués représentent la moyenne pour chacune des années des périodes envisagées : 1801 à 1810, 2.288.000 liv. st. ; 1811 à 1820, 1.472.000 liv. st. ; 1821 à 1830, 1.828.000 liv. st. ; 1831 à 1840, 2.612.000 liv. st. ; 1841 à 1850, 7.044.000 liv. st.

En 1850, la production totale avait atteint 11 millions 600.000 liv. st. Elle passa à 17.200.000 liv. st. en 1851, à 36.550.000 liv. st. en 1852. Pour les années suivantes, on releva les chiffres suivants :

En 1853, 31.090.000 liv. st. ; en 1854, 25.490.000 liv. st. ; en 1855, 27.015.000 liv. st. ; en 1856, 29.520.000 liv. st. ; en 1857, 26.655.000 liv. st. ; en 1858, 24.930.000 liv. st. ; en 1859, 24.970.000 liv. st. ; en 1860, 23 millions 850.000 liv. st. ; en 1861, 22.760.000 liv. st. ; en 1862, 21.550.000 liv. st. ; en 1863, 21.390.000 liv. st. ; en 1864, 22.600.000 liv. st. ; en 1865, 24.040.000 liv. st. ; en 1866, 24.220.000 liv. st. ; en 1867, 22.805.000 liv. st. ; en 1868, 24.220.000 liv. st. ; en 1869, 22.805.000 liv. st. ; en 1870, 24.220.000 liv. st. ; en 1871, 22.805.000 liv. st. ; en 1872, 22.805.000 liv. st. ; en 1873, 22.805.000 liv. st. ; en 1874, 22.805.000 liv. st. ; en 1875, 22.805.000 liv. st. ; en 1876, 22.805.000 liv. st. ; en 1877, 22.805.000 liv. st. ; en 1878, 22.805.000 liv. st. ; en 1879, 22.805.000 liv. st. ; en 1880, 22.805.000 liv. st. ; en 1881, 22.805.000 liv. st. ; en 1882, 22.805.000 liv. st. ; en 1883, 22.805.000 liv. st. ; en 1884, 22.805.000 liv. st. ; en 1885, 22.805.000 liv. st. ; en 1886, 22.805.000 liv. st. ; en 1887, 22.805.000 liv. st. ; en 1888, 22.805.000 liv. st. ; en 1889, 22.805.000 liv. st. ; en 1890, 22.805.000 liv. st. ; en 1891, 22.805.000 liv. st. ; en 1892, 22.805.000 liv. st. ; en 1893, 22.805.000 liv. st. ; en 1894, 22.805.000 liv. st. ; en 1895, 22.805.000 liv. st. ; en 1896, 22.805.000 liv. st. ; en 1897, 22.805.000 liv. st. ; en 1898, 22.805.000 liv. st. ; en 1899, 22.805.000 liv. st. ; en 1900, 22.805.000 liv. st. ; en 1901, 22.805.000 liv. st. ; en 1902, 22.805.000 liv. st. ; en 1903, 22.805.000 liv. st. ; en 1904, 22.805.000 liv. st. ; en 1905, 22.805.000 liv. st. ; en 1906, 22.805.000 liv. st. ; en 1907, 22.805.000 liv. st. ; en 1908, 22.805.000 liv. st. ; en 1909, 22.805.000 liv. st. ; en 1910, 22.805.000 liv. st. ; en 1911, 22.805.000 liv. st. ; en 1912, 22.805.000 liv. st. ; en 1913, 22.805.000 liv. st. ; en 1914, 22.805.000 liv. st. ; en 1915, 22.805.000 liv. st. ; en 1916, 22.805.000 liv. st. ; en 1917, 22.805.000 liv. st. ; en 1918, 22.805.000 liv. st. ; en 1919, 22.805.000 liv. st. ; en 1920, 22.805.000 liv. st. ; en 1921, 22.805.000 liv. st. ; en 1922, 22.805.000 liv. st. ; en 1923, 22.805.000 liv. st. ; en 1924, 22.805.000 liv. st. ; en 1925, 22.805.000 liv. st. ; en 1926, 22.805.000 liv. st. ; en 1927, 22.805.000 liv. st. ; en 1928, 22.805.000 liv. st. ; en 1929, 22.805.000 liv. st. ; en 1930, 22.805.000 liv. st. ; en 1931, 22.805.000 liv. st. ; en 1932, 22.805.000 liv. st. ; en 1933, 22.805.000 liv. st. ; en 1934, 22.805.000 liv. st. ; en 1935, 22.805.000 liv. st. ; en 1936, 22.805.000 liv. st. ; en 1937, 22.805.000 liv. st. ; en 1938, 22.805.000 liv. st. ; en 1939, 22.805.000 liv. st. ; en 1940, 22.805.000 liv. st. ; en 1941, 22.805.000 liv. st. ; en 1942, 22.805.000 liv. st. ; en 1943, 22.805.000 liv. st. ; en 1944, 22.805.000 liv. st. ; en 1945, 22.805.000 liv. st. ; en 1946, 22.805.000 liv. st. ; en 1947, 22.805.000 liv. st. ; en 1948, 22.805.000 liv. st. ; en 1949, 22.805.000 liv. st. ; en 1950, 22.805.000 liv. st. ; en 1951, 22.805.000 liv. st. ; en 1952, 22.805.000 liv. st. ; en 1953, 22.805.000 liv. st. ; en 1954, 22.805.000 liv. st. ; en 1955, 22.805.000 liv. st. ; en 1956, 22.805.000 liv. st. ; en 1957, 22.805.000 liv. st. ; en 1958, 22.805.000 liv. st. ; en 1959, 22.805.000 liv. st. ; en 1960, 22.805.000 liv. st. ; en 1961, 22.805.000 liv. st. ; en 1962, 22.805.000 liv. st. ; en 1963, 22.805.000 liv. st. ; en 1964, 22.805.000 liv. st. ; en 1965, 22.805.000 liv. st. ; en 1966, 22.805.000 liv. st. ; en 1967, 22.805.000 liv. st. ; en 1968, 22.805.000 liv. st. ; en 1969, 22.805.000 liv. st. ; en 1970, 22.805.000 liv. st. ; en 1971, 22.805.000 liv. st. ; en 1972, 22.805.000 liv. st. ; en 1973, 22.805.000 liv. st. ; en 1974, 22.805.000 liv. st. ; en 1975, 22.805.000 liv. st. ; en 1976, 22.805.000 liv. st. ; en 1977, 22.805.000 liv. st. ; en 1978, 22.805.000 liv. st. ; en 1979, 22.805.000 liv. st. ; en 1980, 22.805.000 liv. st. ; en 1981, 22.805.000 liv. st. ; en 1982, 22.805.000 liv. st. ; en 1983, 22.805.000 liv. st. ; en 1984, 22.805.000 liv. st. ; en 1985, 22.805.000 liv. st. ; en 1986, 22.805.000 liv. st. ; en 1987, 22.805.000 liv. st. ; en 1988, 22.805.000 liv. st. ; en 1989, 22.805.000 liv. st. ; en 1990, 22.805.000 liv. st. ; en 1991, 22.805.000 liv. st. ; en 1992, 22.805.000 liv. st. ; en 1993, 22.805.000 liv. st. ; en 1994, 22.805.000 liv. st. ; en 1995, 22.805.000 liv. st. ; en 1996, 22.805.000 liv. st. ; en 1997, 22.805.000 liv. st. ; en 1998, 22.805.000 liv. st. ; en 1999, 22.805.000 liv. st. ; en 2000, 22.805.000 liv. st. ; en 2001, 22.805.000 liv. st. ; en 2002, 22.805.000 liv. st. ; en 2003, 22.805.000 liv. st. ; en 2004, 22.805.000 liv. st. ; en 2005, 22.805.000 liv. st. ; en 2006, 22.805.000 liv. st. ; en 2007, 22.805.000 liv. st. ; en 2008, 22.805.000 liv. st. ; en 2009, 22.805.000 liv. st. ; en 2010, 22.805.000 liv. st. ; en 2011, 22.805.000 liv. st. ; en 2012, 22.805.000 liv. st. ; en 2013, 22.805.000 liv. st. ; en 2014, 22.805.000 liv. st. ; en 2015, 22.805.000 liv. st. ; en 2016, 22.805.000 liv. st. ; en 2017, 22.805.000 liv. st. ; en 2018, 22.805.000 liv. st. ; en 2019, 22.805.000 liv. st. ; en 2020, 22.805.000 liv. st. ; en 2021, 22.805.000 liv. st. ; en 2022, 22.805.000 liv. st. ; en 2023, 22.805.000 liv. st. ; en 2024, 22.805.000 liv. st. ; en 2025, 22.805.000 liv. st. ; en 2026, 22.805.000 liv. st. ; en 2027, 22.805.000 liv. st. ; en 2028, 22.805.000 liv. st. ; en 2029, 22.805.000 liv. st. ; en 2030, 22.805.000 liv. st. ; en 2031, 22.805.000 liv. st. ; en 2032, 22.805.000 liv. st. ; en 2033, 22.805.000 liv. st. ; en 2034, 22.805.000 liv. st. ; en 2035, 22.805.000 liv. st. ; en 2036, 22.805.000 liv. st. ; en 2037, 22.805.000 liv. st. ; en 2038, 22.805.000 liv. st. ; en 2039, 22.805.000 liv. st. ; en 2040, 22.805.000 liv. st. ; en 2041, 22.805.000 liv. st. ; en 2042, 22.805.000 liv. st. ; en 2043, 22.805.000 liv. st. ; en 2044, 22.805.000 liv. st. ; en 2045, 22.805.000 liv. st. ; en 2046, 22.805.000 liv. st. ; en 2047, 22.805.000 liv. st. ; en 2048, 22.805.000 liv. st. ; en 2049, 22.805.000 liv. st. ; en 2050, 22.805.000 liv. st. ; en 2051, 22.805.000 liv. st. ; en 2052, 22.805.000 liv. st. ; en 2053, 22.805.000 liv. st. ; en 2054, 22.805.000 liv. st. ; en 2055, 22.805.000 liv. st. ; en 2056, 22.805.000 liv. st. ; en 2057, 22.805.000 liv. st. ; en 2058, 22.805.000 liv. st. ; en 2059, 22.805.000 liv. st. ; en 2060, 22.805.000 liv. st. ; en 2061, 22.805.000 liv. st. ; en 2062, 22.805.000 liv. st. ; en 2063, 22.805.000 liv. st. ; en 2064, 22.805.000 liv. st. ; en 2065, 22.805.000 liv. st. ; en 2066, 22.805.000 liv. st. ; en 2067, 22.805.000 liv. st. ; en 2068, 22.805.000 liv. st. ; en 2069, 22.805.000 liv. st. ; en 2070, 22.805.000 liv. st. ; en 2071, 22.805.000 liv. st. ; en 2072, 22.805.000 liv. st. ; en 2073, 22.805.000 liv. st. ; en 2074, 22.805.000 liv. st. ; en 2075, 22.805.000 liv. st. ; en 2076, 22.805.000 liv. st. ; en 2077, 22.805.000 liv. st. ; en 2078, 22.805.000 liv. st. ; en 2079, 22.805.000 liv. st. ; en 2080, 22.805.000 liv. st. ; en 2081, 22.805.000 liv. st. ; en 2082, 22.805.000 liv. st. ; en 2083, 22.805.000 liv. st. ; en 2084, 22.805.000 liv. st. ; en 2085, 22.805.000 liv. st. ; en 2086, 22.805.000 liv. st. ; en 2087, 22.805.000 liv. st. ; en 2088, 22.805.000 liv. st. ; en 2089, 22.805.000 liv. st. ; en 2090, 22.805.000 liv. st. ; en 2091, 22.805.000 liv. st. ; en 2092, 22.805.000 liv. st. ; en 2093, 22.805.000 liv. st. ; en 2094, 22.805.000 liv. st. ; en 2095, 22.805.000 liv. st. ; en 2096, 22.805.000 liv. st. ; en 2097, 22.805.000 liv. st. ; en 2098, 22.805.000 liv. st. ; en 2099, 22.805.000 liv. st. ; en 2100, 22.805.000 liv. st. ; en 2101, 22.805.000 liv. st. ; en 2102, 22.805.000 liv. st. ; en 2103, 22.805.000 liv. st. ; en 2104, 22.805.000 liv. st. ; en 2105, 22.805.000 liv. st. ; en 2106, 22.805.000 liv. st. ; en 2107, 22.805.000 liv. st. ; en 2108, 22.805.000 liv. st. ; en 2109, 22.805.000 liv. st. ; en 2110, 22.805.000 liv. st. ; en 2111, 22.805.000 liv. st. ; en 2112, 22.805.000 liv. st. ; en 2113, 22.805.000 liv. st. ; en 2114, 22.805.000 liv. st. ; en 2115, 22.805.000 liv. st. ; en 2116, 22.805.000 liv. st. ; en 2117, 22.805.000 liv. st. ; en 2118, 22.805.000 liv. st. ; en 2119, 22.805.000 liv. st. ; en 2120, 22.805.000 liv. st. ; en 2121, 22.805.000 liv. st. ; en 2122, 22.805.000 liv. st. ; en 2123, 22.805.000 liv. st. ; en 2124, 22.805.000 liv. st. ; en 2125, 22.805.000 liv. st. ; en 2126, 22.805.000 liv. st. ; en 2127, 22.805.000 liv. st. ; en 2128, 22.805.000 liv. st. ; en 2129, 22.805.000 liv. st. ; en 2130, 22.805.000 liv. st. ; en 2131, 22.805.000 liv. st. ; en 2132, 22.805.000 liv. st. ; en 2133, 22.805.000 liv. st. ; en 2134, 22.805.000 liv. st. ; en 2135, 22.805.000 liv. st. ; en 2136, 22.805.000 liv. st. ; en 2137, 22.805.000 liv. st. ; en 2138, 22.805.000 liv. st. ; en 2139, 22.805.000 liv. st. ; en 2140, 22.805.000 liv. st. ; en 2141, 22.805.000 liv. st. ; en 2142, 22.805.000 liv. st. ; en 2143, 22.805.000 liv. st. ; en 2144, 22.805.000 liv. st. ; en 2145, 22.805.000 liv. st. ; en 2146, 22.805.000 liv. st. ; en 2147, 22.805.000 liv. st. ; en 2148, 22.805.000 liv. st. ; en 2149, 22.805.000 liv. st. ; en 2150, 22.805.000 liv. st. ; en 2151, 22.805.000 liv. st. ; en 2152, 22.805.000 liv. st. ; en 2153, 22.805.000 liv. st. ; en 2154, 22.805.000 liv. st. ; en 2155, 22.805.000 liv. st. ; en 2156, 22.805.000 liv. st. ; en 2157, 22.805.000 liv. st. ; en 2158, 22.805.000 liv. st. ; en 2159, 22.805.000 liv. st. ; en 2160, 22.805.000 liv. st. ; en 2161, 22.805.000 liv. st. ; en 2162, 22.805.000 liv. st. ; en 2163, 22.805.000 liv. st. ; en 2164, 22.805.000 liv. st. ; en 2165, 22.805.000 liv. st. ; en 2166, 22.805.000 liv. st. ; en 2167, 22.805.000 liv. st. ; en 2168, 22.805.000 liv. st. ; en 2169, 22.805.000 liv. st. ; en 2170, 22.805.000 liv. st. ; en 2171, 22.805.000 liv. st. ; en 21

Voici la lettre par laquelle le ministre des Finances a donné son adhésion à la proposition qui lui a été faite par la Chambre syndicale :

Paris, 19 février.

Monsieur le syndic,

Par votre lettre du 12 février courant, vous avez appelé mon attention sur les mesures rigoureuses qui ont été adoptées en Angleterre, pour empêcher l'exécution à la Bourse de Londres d'ordres de vente venant de l'étranger. Vous m'avez indiqué, dans le même ordre d'idées, certaines précautions que la chambre syndicale est disposée à prendre et pour lesquelles vous demandez mon approbation.

Je comprends les raisons de prudence qui vous déterminent et je n'ai pas d'objections à ce que, provisoirement tout au moins, vous n'acceptiez d'ordres de vente que de personnes de nationalité française et pouvant justifier de la propriété des titres qu'elles veulent vendre. Toutefois, il conviendra que, dans la pratique, vous ne vous montriez pas trop exigeant à l'égard des petits porteurs qui seraient dans l'impossibilité de rapporter un bordereau d'agent de change, si d'ailleurs vous n'avez aucune raison de douter de leur bonne foi.

Les banques qui vous transmettent des ordres, devront offrir des garanties analogues à celles que vous exigerez des particuliers.

Recevez, monsieur le syndic, l'assurance de ma considération distinguée.

A. RIBOT.

Après la réception de la lettre de M. Ribot, la lettre-circulaire suivante a été adressée à tous les agents de change de Paris :

Paris, le 22 février 1915.

Mon cher Confrère,

Dans un but de défense nationale et avec l'approbation du Ministre des Finances, la Chambre Syndicale a décidé que provisoirement il ne serait plus exécuté d'ordres de vente que pour le compte de personnes de nationalité française, ayant leur domicile en France et pouvant justifier de la propriété des titres.

Vous voudrez bien, en conséquence, avant toute négociation, exiger des donneurs d'ordre la justification :

1° Qu'ils sont Français ; 2° Qu'ils ont leur domicile en France ; 3° Que les titres en leur possession proviennent d'acquisitions régulières.

Il vous est recommandé, à cet égard, de vous faire représenter autant que possible les bordereaux d'achat ou tous autres documents pouvant établir la propriété.

En ce qui concerne les Sociétés de Crédit ayant de nombreuses succursales à Paris et en province, vous aurez à leur demander « une fois pour toutes » une lettre d'engagement de ne vous transmettre des ordres de vente que pour le compte de personnes remplissant bien les conditions stipulées ci-dessus.

Quant aux autres Sociétés et Banques, elles devront, ainsi que les Agents de change de province, vous donner une lettre d'engagement pour chaque affaire. Cette lettre devra être fournie avant tout règlement.

Recevez, mon cher Confrère, la nouvelle assurance de mes sentiments affectueux et dévoués.

Le Syndic de la Compagnie des Agents de change de Paris,

A. ROCHET.

Voilà incontestablement une sage mesure, dont il convient de féliciter la Chambre Syndicale des Agents de change, son syndic, qui en a pris l'initiative et le ministre des finances, qui l'a ratifiée.

Le commerce extérieur de la France. — Les résultats du commerce extérieur de la France pour

l'année 1914 se comparent ainsi à ceux de l'année 1913 :

IMPORTATIONS	1914	1913	Différences en 1914
	(Milliers de francs)		
Objets d'alimentation.	1.713.326	1.817.579	- 104.253
Matières nécessaires à l'industrie.....	3.574.830	4.945.732	- 1370.902
Objets fabriqués.....	1.061.053	1.658.021	- 596.968
Totaux.....	6.349.209	8.421.332	- 2072.123
EXPORTATIONS			
Objets d'alimentation.	626.971	838.898	- 211.927
Matières nécessaires à l'industrie.....	1.301.558	1.858.091	- 556.533
Objets fabriqués.....	2.549.050	3.617.046	- 1067.996
Colis postaux.....	346.935	566.182	- 219.247
Totaux.....	4.824.514	6.880.217	- 2055.703

Il ressort des chiffres qui précèdent que la moins-value dans nos échanges commerciaux pour l'année dernière dépasse 4 milliards 127 millions, moins-value à peu près exactement partagée entre les entrées et les sorties.

Situation hebdomadaire de la BANQUE DE FRANCE

PARIS ET SUCCURSALES	11 février 1915	18 février 1915
<b>ACTIF</b>		
Encaisse de la Banque :		
Or.....	4.234.451.399	4.237.457.002
Argent.....	374.096.006	375.632.720
	4.608.547.406	4.613.089.722
Disponibilité à l'étranger.....	209.090.042	215.579.339
Effets échus hier à recevoir à ce jour	2.738.029	1.102.415
Portefeuille Paris { Effets Paris.....	80.824.518	86.395.754
{ Effets Etranger.....	3.537.553	2.934.163
{ Effets du Trésor.....	42.560	287.547
Portefeuilles des succursales.....	128.305.788	158.887.847
Effets prorogés { Paris.....	1.680.128.928	1.655.327.383
{ Succursales.....	1.436.896.611	1.424.841.351
Avances sur lingots à Paris.....	4.290.000	4.290.000
Avances sur lingots dans les succurs.		
Avances sur titres à Paris.....	356.187.810	340.781.892
Avances sur titres dans les succurs.	495.954.550	489.610.066
Avances à l'Etat.....	200.000.000	200.000.000
Avances à l'Etat (Loi de 1914).....	4.100.000.000	4.200.000.000
Avances temporaires au Trésor public	3.171.450	3.171.450
Rentes de la Réserve.....	9.980.750	10.000.000
Rentes de la Réserve (ex-banques).....	100.075.459	100.075.459
Rentes disponibles.....	100.000.000	100.000.000
Rentes immobilisées.....	4.000.000	4.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.....	45.085.058	45.084.496
Immeubles des succursales.....		
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales.....	1.736.698	1.779.195
Emploi de la réserve spéciale.....	8.407.394	8.407.394
Divers.....	336.651.795	359.332.158
Total.....	13.918.652.403	14.007.958.495
<b>PASSIF</b>		
Capital de la Banque.....	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en additions au capital.....	8.450.697	8.450.697
Reserves { Loi du 17 mai 1884.....	10.000.000	10.000.000
{ Ex-banques département. mobilières { Loi du 9 juin 1857.....	2.980.750	2.980.750
{ Loi du 9 juin 1857.....	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque.....	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale.....	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation.....	10.749.656.765	10.831.546.995
Arrangements de valeurs déposées.....	30.767.059	29.240.739
Billets à ordre et récépissés.....	13.852.957	13.921.454
Compte courant du Trésor, créditeur.....	161.058.648	49.123.797
Comptes courants de Paris.....	1.545.470.241	1.646.781.733
Comptes courants dans les succursales	693.398.028	684.967.927
Dividendes à payer.....	4.950.079	4.785.935
Escompte et intérêts divers.....	8.216.853	9.338.656
Récompte du dernier semestre.....	2.104.859	2.104.859
Divers.....	483.713.018	510.683.247
Total.....	13.918.652.403	14.007.958.495

Comparaison avec les années précédentes

	23 févr. 1911	22 févr. 1912	20 févr. 1913	19 févr. 1914	18 févr. 1915
	millions				
Circulation.....	5.187,9	5.246,9	5.677,3	5.799,9	10.831,5
Encaisse or.....	3.263,0	3.236,1	3.226,1	3.588,4	4.237,4
argent.....	831,3	813,5	628,7	647,5	375,6
Portefeuille.....	1.095,3	1.177,2	1.710,9	1.503,3	3.308,6
Avances aux part. à l'Etat.....	597,6	655,1	704,8	733,9	830,3
Compt. cour. Trésor.....	180,0	200,0	200,0	200,0	4.400,0
part. à l'Etat.....	187,9	239,9	189,9	200,3	49,1
Taux d'escompte.....	3 0/0	3 1/2 0/0	4 0/0	4 0/0	5 0/0
Prime de l'or.....	pair	pair	pair	pair	pair

GRANDE-BRETAGNE

**Bilan de la Banque d'Angleterre.** — Le bilan du 17 février, comparé à celui de la semaine précédente, fait ressortir les différences suivantes :

**Augmentations :** Dépôts privés, 1,787,000 liv. st.; solde en excédent 2,000 liv. st.

**Diminutions :** Or monnayé et en lingots (y compris les espèces en réserve), 1,658,000 liv. st.; circulation, 248,000 liv. st.; dépôts publics, 6,130,000 liv. st.; effets à 7 jours, 1,000 liv. st.; valeurs du gouvernement, 16,000 liv. st.; autres valeurs (portefeuille et avances), 2,915,000 liv. st.; réserve de billets, 1,590,000 liv. st.

La réserve disponible, espèces et billets, s'élevait à 49,827,000 liv. st.; soit 31,54 % des engagements, contre 31,57 % au 10 février.

Au cours de la semaine, il a été prélevé à nouveau 1,000,000 de liv. st. sur les réserves métalliques, pour doter le fonds d'amortissement des *Currency Notes*. Les sorties d'or nettes ressortent à 520,000 liv. st., et la diminution des réserves métalliques à 1,658,000; il s'ensuit que 1,138,000 liv. st. ont été demandées par la circulation. Cette demande d'espèces provient, d'une part, des campagnes, par suite de la reprise des travaux agricoles, favorisée par les hauts prix; d'autre part, de la « mise de côté » de sommes destinées à la garantie de la circulation égyptienne.

Le total des réserves métalliques servant de garanties à l'émission des *bank notes* et à la circulation des *currency notes*, atteint 91,046,000 liv. st.; soit une proportion de 76,7 %.

La circulation des billets a fléchi, au cours de la semaine, de 34,415,000 liv. st. à 34,167,000 liv. st.

Le bilan du 17 février présente, en outre, une diminution du compte *portefeuille et avances*, qui atteint actuellement 101,700,000 liv. st. Cette réduction est imputable aux remboursements des commerçants.

Au cours de la semaine, les *dépôts publics* ont diminué de 6 millions 130,000 et ressortent actuellement à 40,316,000 liv. st. Le marché a rendu à la Banque 1,787,000 liv. st. qui portent le compte *dépôts privés* à 117,617,000 liv. st., contre 115,830,000 liv. st. la semaine précédente.

Les « *currency notes* », en circulation au 17 février, s'élevaient à 36,063,000 liv. st. La réserve d'or atteignait 25,500,000 liv. st., et les *avances aux Joint Stock Banks* n'étaient plus que de 129,000 livres sterling.

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque d'Angleterre (Milliers de livres sterling)

Dates	Or monnayé et lingots	Circulation	Dépôts	Portefeuille avances et effets publics	Réserve	Rapport de la réserve aux engagements	Taux de l'escompte
6 août...	27.622	36.105	68.249	76.398	9.967	14.60	6 %
30 déc....	69.493	36.139	154.988	121.044	51.809	33.41	5 %
6 janv....	68.848	35.877	157.157	123.732	51.422	32.72	»
13 —.....	69.361	35.173	160.888	126.289	52.636	32.71	»
20 —.....	69.921	34.768	163.873	128.333	53.614	32.74	»
27 —.....	69.166	34.705	164.987	130.161	52.912	32.06	»
3 février..	67.649	34.827	162.584	129.413	51.277	31.54	»
10 —.....	67.205	34.415	162.276	129.194	51.239	31.57	»
17 —.....	65.546	34.167	157.934	126.263	49.829	31.54	»

**Les ressources des alliés.** — La Chambre des Communes s'est occupée, dans sa séance du 23, de la déclaration de M. Lloyd George, relative aux finances des puissances alliées.

M. Chamberlain fait ressortir les énormes ressources des alliés, et se félicite des décisions prises dans la conférence qu'ont eue à Paris les trois ministres des finances. Il dit que ces décisions sont des plus sages et tout à fait conformes aux traditions anglaises; mais, au lieu d'émettre un emprunt commun en faveur de la Belgique, l'orateur suggère que cette dernière puissance émette elle-même un emprunt, garanti par les gouvernements alliés.

M. Lloyd George répond qu'on examinera cette idée dans une conférence ultérieure.

Il ajoute que les ressources des alliés sont en effet énormes. Et il fait remarquer que le conflit actuel est une guerre où la victoire doit revenir à l'équipement et aux munitions plutôt qu'au grand nombre d'hommes.

« Les Allemands, dit-il, se préparaient depuis des années; mais le temps travaille pour les alliés. Nos propres réserves en hommes et en argent sont plus grandes, et nous n'avons besoin, pour vaincre, que d'employer énergiquement et courageusement la totalité de nos forces. »

Comment les déclarations de M. Lloyd George, le *Times* déclare que la Grande-Bretagne, la France et la Russie ont dans leurs banques d'Etat une encaisse or de 10 milliards 750.000.000 de francs contre 2 milliards 750.000.000 de francs dont se targuent les relevés officiels de la Banque de l'Empire allemand. « La comparaison montre une très grande supériorité des alliés à cet égard, car il y a tout lieu de croire que les augmentations hebdomadaires démontrées par l'encaisse or de la Banque d'Empire sont partiellement dues à ses emprunts à la Banque austro-hongroise. En outre, nous pouvons compter sur l'appoint de la production régulière des mines sud-africaines et nous avons par conséquent toutes raisons de penser que nous conserverons une importante encaisse d'or pour les cas d'extrême urgence. Cet or doit être ménagé, mais non épargné. »

« La majeure partie du fardeau imposé aux finances des alliés repose sur nous et il ne peut exister aucun doute sur la possibilité de faire du crédit britannique un point d'appui financier pour assurer la victoire. »

Le *Daily Telegraph* dit à son tour : « Le pays tout entier, y compris les communes, considère l'accord conclu entre les ministres des finances d'Angleterre, de France et de Russie comme une des plus précieuses mesures politiques prises en relation avec la conduite de la guerre. On reconnaît qu'il constitue une addition considérable à la force des puissances de la Triple-Entente et qu'il contribuera, vraisemblablement, dans une proportion notable, à abrégé les hostilités. »

**Les nouvelles mesures à prendre contre l'Allemagne.** — Dans la séance de la chambre des Communes du 22 février, M. Asquith, en réponse à une question de lord Charles Bederford, a dit que les gouvernements alliés étudient les mesures à prendre, à titre de représailles, contre les méthodes allemandes, qui consistent à attaquer et à détruire les vapeurs marchands anglais, alliés ou neutres, sans avertissement préalable, sans tentative pour sauver la vie des équipages et des civils innocents.

« En attendant une telle décision, que j'espère pouvoir annoncer prochainement, a ajouté M. Asquith, je ne peux faire aucune déclaration quant à la nature et à l'étendue des mesures à prendre. »

Lord Charles Bederford a demandé si ces mesures feront l'objet d'une note commune.

M. Asquith a répondu : « Je ne peux pas encore le dire; mais il y aura sûrement une note de la Grande-Bretagne (Applaudissements) et j'ai l'espoir que la note sera commune. (Nouveaux applaudissements.) »

Répondant à son tour à une question, le sous-secrétaire pour les affaires étrangères a dit qu'un arrangement avait été conclu avec le gouvernement allemand pour l'échange mutuel des médecins civils prisonniers.

Les négociations se poursuivent au sujet de l'échange des médecins de l'armée et de la flotte.

RUSSIE

**La situation des banques russes.** — Le *Financial Times* du 17 février dernier publie l'intéressante étude suivante :

« Ceux qui dans le passé ont été enclins à criti-

quer le système bancaire russe ont basé la plupart de leurs objections sur la nature spéculative d'une proportion considérable des transactions qui figurent dans le bilan des banques russes et sur le contrôle officiel très étroit que le gouvernement impérial applique aux intérêts bancaires russes. En ce qui concerne le premier de ces points, il est bon de se rappeler que chaque pays est doté du système bancaire qui convient le mieux à ses besoins.

« Après l'Amérique du Nord, la Russie est le pays qui produit le plus de céréales au monde, et il s'en suit naturellement que les banques russes tirent une grande partie de leurs affaires du commerce des céréales. Les connaissements et les traites documentaires forment une grande partie des valeurs qui sont déposées en garanties d'avances dans les banques russes, et, incontestablement, dans les périodes normales, il ne peut y avoir de meilleures garanties que celles-là.

« Cependant, on a fait remarquer que les banques russes ont fait beaucoup de spéculation dans les céréales, dans le passé, et qu'elles persistent d'ailleurs dans cette politique; en outre, que cette spéculation a été parfois désastreuse. Il serait pourtant injuste d'appliquer un jugement général à toutes les banques russes et de dire qu'elles ont un caractère trop spéculatif sous le prétexte que certains établissements ont acquis une telle réputation. Spécialement au cours de ces dernières années, la tendance des grandes banques russes, telles que la *Volga-Kama*, l'*Azoff-Don*, la *Banque russe pour le commerce extérieur*, la *Banque russe commerciale et industrielle*, la *Banque russo-asiatique* et la *Banque internationale de Saint-Petersbourg*, a été beaucoup plus conservatrice tout en maintenant la flexibilité qui, dans un pays partiellement développé comme la Russie, est indispensable dans toutes les affaires de banque.

« En outre, le développement industriel de la Russie, qui a évolué très rapidement pendant les dernières années, a donné aux principales banques de fort belles occasions de faire de nouveaux bénéfices, et les banques n'ont pas manqué de profiter de l'occasion, comme cela est prouvé par les profits importants et les gros dividendes de nombreux établissements.

« Le contrôle très sévère exercé sur les banques russes par les autorités impériales a ses bons et ses mauvais côtés, mais, en somme, on peut dire que ce contrôle est avantageux. Parmi les grandes banques russes les plus modernes et les plus énergiques, nous devons indiquer la *Banque de l'Azoff-Don*, la *Banque russe pour le commerce extérieur*, qui est admirablement dirigée, et la *Banque russe commerciale et industrielle* qui, grâce à une nouvelle infusion de sang constituée par des intérêts britanniques, est actuellement au premier rang des grandes banques russes. A Londres, les intérêts bancaires anglo-russes sont représentés exactement par la *Banque russe et anglaise* et par la *Banque anglaise pour le commerce extérieur*.

« Etant donné qu'une grande partie de leur actif est représentée par des avances et des ouvertures de crédits, sous une forme ou sous une autre, au profit des grandes entreprises industrielles, on doit s'attendre à ce que la violence des événements actuels de l'Europe fasse sentir ses conséquences sur les banques russes, surtout en raison des grandes difficultés que la Russie doit vaincre pour exporter ses céréales. Néanmoins, la force vitale et le pouvoir de résistance de l'Empire russe sont si considérables, et l'influence du gouvernement est telle que l'on ne doit s'attendre à aucune crise bancaire.

« On peut donc prédire avec confiance que, lorsque la guerre sera terminée, la Russie reprendra son expansion économique et la poussera à un point que nous ne pouvons pas encore comprendre clairement, mais qui aura pour résultat, de l'avis de ceux qui connaissent bien le pays, de permettre

à la Russie de prendre rang parmi les Etats les plus prospères que le monde ait jamais vus. »

**Le commerce extérieur russe en 1914.** — Le consul de France à Pétersbourg fait connaître à l'Office national du commerce extérieur, que le ministère russe des finances vient de publier les résultats du commerce d'exportation et d'importation pour 1914.

D'après ce relevé, l'exportation a atteint, en 1914, le chiffre de 1.520.100.000 roubles et l'importation en Russie 1.374.000.000; le bilan commercial de l'empire donne, par conséquent, une différence de 146.100.000 roubles en faveur de l'exportation.

Les recettes douanières ont atteint, en 1914, 377.100.000 roubles contre 336 millions en 1913.

On relève, entre autres, une diminution de l'importation des machines agricoles qui, actuellement, sont fabriquées en grande quantité dans le pays même.

### ALLEMAGNE

**Banque Impériale d'Allemagne.** — Le bilan de la Banque Impériale d'Allemagne au 15 février accuse, sur celui au 7 février, les variations suivantes :

	7 février	15 février	Comparaison
	(En millions de marks)		
Encaisse or.....	2.195	2.329	+ 34
— argent.....	46	47	+ 1
Billets de l'Empire et bons des Caisses de prêts.....	200	154	- 46
Portefeuille d'es-compte.....	3.860	3.862	+ 2
Avances.....	42	41	- 1
Portefeuille titres....	16	16	»
Circulation.....	4.672	4.637	- 35
Dépôts.....	1.451	1.498	+ 47

**Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque Impériale d'Allemagne (Millions de marks).**

Dates	Encaisse		Billets de l'Empire (1)	Circulation	Comptes courants et dépôts	Portefeuille	Avances	Taux de l'escompte
	Or	Argent						
31 juillet..	1.253	275	33	2.909	1.258	2.081	202	5 % (31 juil.)
7 août ..	1.478	118	97	3.897	1.879	3.737	226	6 (3 août)
23 déc....	2.085	31	754	4.432	2.055	3.656	47	5 (23 déc.)
31 — ...	2.093	37	875	5.046	1.757	3.937	23	»
7 janv... 2.112	42	547	4.779	1.630	3.802	64	»	
13 — ... 2.130	47	414	4.592	1.642	3.770	39	»	
23 — ... 2.145	52	324	4.484	1.625	3.720	41	»	
30 — ... 2.164	50	265	4.659	1.453	3.784	42	»	
7 février. 2.195	46	200	4.672	1.451	3.860	42	»	
15 — ... 2.229	47	154	4.637	1.498	3.862	41	»	

Depuis le 7 août, les bons des Caisses de prêts (Darlehenskassenscheine) sont compris au bilan avec les billets de l'Empire (Reichskassenscheine).

L'encaisse or de la Banque de l'Empire a augmenté cette semaine de 34 millions de marks. Il n'avait pas été enregistré d'augmentation aussi forte depuis la fin de novembre.

Les *Bons de caisses de prêts* détenus par la Reichsbank s'élevaient à 147 millions de marks contre 194 la semaine précédente. Au 15 février, l'émission totale était de 665 millions, contre 700 millions au 7 février. Cette diminution, d'après la presse allemande, serait imputable aux remboursements des prêts consentis sur l'emprunt de guerre, et cela pour une somme de 45 millions. Par contre, 10 millions d'avances ordinaires ont été consenties.

La circulation des billets a fléchi, du 7 au 15 fé-

vrier, de 35 millions de marks; les dépôts présentent une augmentation de 47 millions.

La couverture or des billets atteint 48 0/0.

**Le Crédit public en Allemagne.** — Sous ce titre, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* fait la constatation suivante :

« L'Emprunt d'Empire 3 % cotait à Berlin, le 20 juillet 1914, 75,80; les Consolidés 2 1/2 % cotaient à Londres, le même jour, 75,75; la Rente française 3 % cotait à Paris 81,25.

« Le 18 février 1915, les mêmes valeurs cotaient respectivement 70,25; 68,50; 68,75. Les écarts étaient donc de : 5,55 — 7,25 — 12,50.

« Le crédit public allemand s'est ainsi maintenu non seulement bien supérieur au crédit français, mais encore au crédit anglais. »

Mais ce que la *Gazette de l'Allemagne du Nord* se garde bien de dire, c'est que les intermédiaires de bourse de Berlin se refusent à transmettre les ordres de vente de leurs clients, et que dès qu'un capitaliste allemand manifeste l'intention de réaliser — même au comptant — de la Rente allemande ancienne, ou des titres de l'emprunt de guerre, il est immédiatement accusé de vouloir faire de la spéculation antipatriotique... et menacé des foudres de l'autorité judiciaire.

Un article, publié le 12 février par le *Berliner Tageblatt*, ne laisse aucun doute à cet égard.

Prenant texte de la baisse de 2 à 3 points survenue sur l'emprunt de guerre, le journal allemand s'attaque aux spéculateurs « qui pensent pouvoir faire une affaire en procédant à des ventes de l'emprunt de guerre », et dit en terminant :

« Aucune banque allemande réputée ne recommandera à sa clientèle de spéculer sur l'emprunt de guerre de l'Empire Allemand. Une incitation de cette nature serait un acte antipatriotique et préjudiciable à l'intérêt public. Si des ventes spéculatives entraînaient une réelle dépréciation de l'emprunt de guerre, quiconque y aurait pris part encourrait les plus grandes responsabilités. »

La campagne de menace que toute la presse allemande poursuit, avec une énergie inlassable, contre les détenteurs de monnaies d'or, est également engagée contre les malheureux porteurs de fonds d'Etat nationaux qui veulent vendre tout ou partie de leurs titres... et c'est par de pareils procédés que le stock d'or de la *Reichsbank* augmente et que le crédit de l'Empire se maintient à un niveau hors de proportions avec sa véritable situation politique, économique et financière !

Il n'y a vraiment pas de quoi chanter victoire.

**Tous les moyens sont bons...** — On écrit de Magdebourg à la *Kölnische Zeitung* du 14 février qu'un farceur s'est permis, dans le grand duché d'Anhalt, une plaisanterie, « qui n'a fait de tort à personne et dont les conséquences ont été tout à fait bonnes et le sont encore... ». Cet inconnu a publié une note dans un journal, d'après laquelle le gouvernement impérial songeait à refondre toutes les pièces de monnaie et à les orner, en souvenir de la guerre, d'une couronne de lauriers. Les anciennes monnaies perdraient, après la conclusion de la paix, de leur valeur en titre et en or. La note fit le tour de la presse, et son but a, sans doute, été atteint : rien qu'à Stassfurt, on a échangé immédiatement à la poste, contre du papier, pour 60.000 M. d'or.

« En Poméranie, la cueillette de l'or ne donnait pas jusqu'ici de bien grands résultats; mais elle a été, ces temps derniers, fortement activée par la nouvelle, reproduite par la plupart des journaux locaux, que la monnaie d'or qui ne serait pas livrée à la *Banque d'Empire* subirait après la guerre une dépréciation considérable. Les résultats furent immédiats : à Schivelbein, la femme d'un journalier changea chez un commerçant 1.070 marks d'or contre du papier. Le jour qui sui-

vit la publication de cet avis, la caisse d'épargne de Schivelbein encaissa, à elle seule, 3.800 marks de pièces d'or. A Pyritz, la caisse d'épargne a recueilli en janvier 44.500 marks d'or, ce qui a porté le total à 166.000 marks; à Lauenburg, la succursale de la Banque a recueilli 750.000 marks, etc.

« Il reste toutefois, encore de grandes quantités d'or dans les petites villes et à la campagne : c'est ainsi que les gendarmes ont échangé dernièrement à des journaliers, dans la région d'Usedom, pour 1.400 marks de bons de caisse contre de l'or; à Greifenhagen, un seul gendarme a encaissé ainsi pour 45.000 marks d'or environ.

« La nouvelle d'une dépréciation des pièces d'or a circulé aussi dans les journaux d'Allgäu, et les conséquences en ont été aussi bonnes qu'ailleurs : en un seul jour de la semaine dernière, 200.000 marks en or ont été versés à la succursale de la Banque de Kempten. On voit par là quelles grosses quantités d'or sont encore conservées chez les particuliers. »

**Le spectre de la faim.** — Tous les moyens seront employés par l'Allemagne pour briser le blocus qui l'écrase et, après les menaces, voici que le gouvernement impérial se voit réduit à implorer les Etats-Unis. En effet, le gouvernement américain publie une nouvelle note qu'il vient de recevoir de l'ambassadeur d'Allemagne.

M. de Bernstorff y insiste sur le fait que la réquisition des vivres destinés aux civils en Allemagne ne vise que les céréales, et que celles importées à partir du 1<sup>er</sup> février en seraient exemptes. L'ambassadeur ajoute que le gouvernement impérial est disposé à accepter le principe du contrôle de la distribution à la population civile des céréales importées, les contrôleurs étant américains.

Le *New-York Times* constate que cette nouvelle note confirme le grand embarras de l'Allemagne au point de vue alimentaire, et ce journal conclut en disant qu'elle est tout ce qu'on pouvait imaginer de mieux pour faire comprendre à l'Angleterre qu'elle a frappé juste et qu'elle est dans le vrai.

On ne peut qu'approuver entièrement le commentaire du grand journal américain. Pour que le gouvernement allemand accepte un contrôle sur place aussi rigoureusement conçu, il faut évidemment qu'il se sente piqué par l'aiguillon pressant du besoin. On a peine à imaginer qu'il se soumette à une telle procédure, si les circonstances urgentes ne l'y incitaient.

D'autres journaux américains font remarquer l'inutilité de ce contrôle. L'importation de nouveaux stocks de céréales en Allemagne, fussent-elles délivrées à la population civile, permettrait au gouvernement impérial d'envoyer à l'armée ce qui est actuellement affecté à la population civile.

**Le vol organisé sur le front... et avoué.** — Par pure forfanterie, le *Lokal Anzeiger* de Berlin explique comment l'administration militaire allemande a organisé, méthodiquement, le pillage dans les pays envahis. C'est une manière toute spéciale de comprendre la lutte économique, et voici comment le journal berlinois s'exprime à ce sujet :

« Les règles pour cette lutte furent les suivantes : 1<sup>o</sup> Prendre dans les pays occupés la plus grande quantité possible de tout ce dont la troupe combattante a besoin, ce qui permet de libérer autant que possible les chemins de fer, qui sont de la plus grande importance pour les transports de troupes et de munitions; 2<sup>o</sup> Remédier, par des saisies en pays ennemi, au défaut de matières premières, dû au manque absolu d'importations.

« Partout où nous avons pu, nous avons pris dans les territoires occupés, tout ce dont nos troupes avaient besoin pour leur nourriture et leur entretien, en première ligne la viande et la farine, qui sont les aliments les plus importants.

« On se rend compte de ce que signifie l'écono-

mie de transport réalisée lorsque, par exemple, une armée forte de plusieurs corps, tire tout ce dont elle a besoin en fait de viande des territoires qu'elle occupe, si l'on songe qu'un corps d'armée exige, journellement, environ 40.000 portions de viande, chacune de 750 grammes.

« Mais en plus, l'autorité militaire travaillait avec prévoyance pour la patrie en expédiant dans la Prusse orientale, de précieux animaux reproducteurs, destinés à relever notre agriculture, et en dotant les hôpitaux de vaches laitières.

« Les habitants des pays occupés sont, en outre, contraints à reprendre l'exploitation des laiteries et des fromageries. Des autos spéciales pour le transport du beurre font le service des différents corps de troupe, de sorte que des centaines de milliers de soldats peuvent renoncer à se faire envoyer du beurre de chez eux. »

**Le rationnement du pain et des pommes de terre.** — Il faut croire, cependant, que le pillage des pays envahis n'a pas sauvé l'Allemagne de la famine, car le même *Lokal Anzeiger* annonce qu'en raison des troubles qui se sont produits à Schöneberg, où des milliers de ménagères, en se pressant devant les magasins de vente, ont empêché la distribution régulière des pommes de terre, la municipalité de Schöneberg a décidé que les pommes de terre ne seraient vendues qu'aux personnes qui seraient munies d'une carte délivrée gratuitement par l'administration, sur la présentation de la quittance des contributions.

La vente des pommes de terre donne lieu chaque jour à de réels désordres. On voit pénétrer dans les marchés des familles au complet, dont chaque membre conquiert par la force quelques livres de pommes de terre, qui sont étalées ensuite comme butin.

D'après le même journal, le bourgmestre de Berlin a constaté qu'un certain nombre de femmes font figurer leurs maris qui sont mobilisés, sur les listes des distributions du pain. Cette manœuvre est passible de six mois de prison.

D'après le *Vorwärts* du 19 février, Berlin sera divisée en 170 districts pour la distribution du pain. Dans chaque district sera constituée une commission du pain, à la tête de laquelle sera placé un recteur qui aura pour tâche d'aplanir toutes les difficultés qui se présenteront, au sujet de la distribution du pain, tant du côté des marchands que du côté des consommateurs.

Plusieurs journaux, dénonçant la rareté et l'élévation rapide du prix des pommes de terre, demandent instamment qu'on procède à leur réquisition immédiate, dans tous les Etats de l'Empire, afin de réglementer leur distribution, comme cela a été fait pour les céréales à pain.

Il est probable que cette double mesure sera réalisée dans le courant du mois de mars.

**Quand il n'y a plus de foin au râtelier.** — Le président de la Société des hôteliers et restaurateurs berlinois, Otto Strauss, proteste, au nom de sa corporation, dans le *Berliner Tageblatt*, contre la nouvelle réglementation sur la consommation du pain. « Il est arrivé, dit-il, que des consommateurs, qui n'avaient pas pu satisfaire leur appétit avec de la nourriture « animale » — viande ou poisson — en raison de son prix, sont sortis du restaurant aussi affamés qu'ils y étaient entrés. Les petites portions de pain et de pommes de terre qu'on leur avait servies, conformément au règlement, n'avaient pu suffire à apaiser leur faim. Dans deux villes, des consommateurs mécontents ont brisé tout ce qui se trouvait à leur portée. »

A l'heure actuelle, l'Allemagne tout entière ressemble à une forteresse en état de siège. Paris, en 1870, a tenu près de quatre mois contre la faim : combien de temps l'Allemagne de 1915 tiendra-t-elle ?

**La question du porc.** — Selon le *Vorwärts*, des divergences de vues très vives se produisent dans les milieux gouvernementaux au sujet de la fixation d'un prix maximum pour la viande de porc. C'est ce qui explique que les nouvelles des journaux soient sur ce point aussi contradictoires.

D'autre part, le *Berliner Tageblatt* annonce que la Société centrale d'achats a décidé d'essayer de créer des succursales dans les villes afin d'acheter les quantités de porcs nécessaires à la préparation de la viande de conserve. Une commission fixera les prix auxquels les Sociétés centrales des villes feront les achats. « Les administrations des villes et des communes, ajoute le journal allemand, feront bien de s'abstenir de tout achat jusqu'à ce que la Société centrale d'achats ait commencé à fonctionner. Autrement une nouvelle hausse des prix, déjà trop élevés, serait inévitable. »

**La limitation de la production de la bière.** — D'après une dépêche de Berlin à la *Frankfurter Zeitung*, le Bundesrat songe à la limitation de la production de la bière, en vue d'économiser la consommation de l'orge. Selon le *Lokal Anzeiger*, la quantité de malt utilisée par les brasseries allemandes serait réduite à 50 % de la quantité utilisée actuellement. A partir du 1<sup>er</sup> mars, cette quantité serait réduite de 40 %. Pour fixer cette quantité, on se baserait sur la moyenne du mois correspondant des trois dernières années. Les autorités fixeraient la quantité de malt dont pourrait disposer chaque brasserie. Si une brasserie n'utilisait pas dans un mois donné la quantité qui lui a été accordée, elle pourrait encore l'utiliser dans les trois mois suivants.

La *Frankfurter Zeitung* remarque que si cette mesure est adoptée par le Bundesrat, elle ne manquera pas de frapper gravement les brasseries, aussi bien que les restaurants. Producteurs et hôteliers souffrent déjà, par suite de la guerre, d'une diminution de la consommation de la bière, que l'on peut évaluer au moins à 20 % par rapport à la consommation en temps de paix. Il serait à souhaiter, dans l'intérêt de l'industrie de la brasserie et de son personnel, aussi bien que des hôteliers, qu'on obtienne une réduction de la consommation du malt, non pas en limitant la production de la bière, mais en fabriquant une autre sorte de bière, plus légère, moins riche en alcool, qu'on appellerait la « bière de guerre » (*Kriegsbier*). A cet égard, certains brasseurs se montrent, cependant, assez sceptiques : en procédant ainsi — déclarent-ils — on n'arriverait guère à économiser plus de 10 % d'orge, et, en revanche, la fabrication de cette qualité inférieure aurait pour conséquence une nouvelle diminution de la consommation.

La *Frankfurter Zeitung* enregistre simplement cette opinion, sans vouloir se prononcer. Il est certain que le succès de toute mesure prise pour régler cette question ne pourra réussir qu'avec le concours des consommateurs eux-mêmes. L'industrie de la brasserie, qui a déjà projeté une augmentation du prix de la bière, ira vraisemblablement plus loin encore dans cette voie. Il est à souhaiter, cependant, dans l'intérêt de la communauté, qu'elle reste dans des limites raisonnables.

Quant à la question de savoir si la limitation de la production de la bière est vraiment nécessaire, elle reste matière à discussion. Il ne manque pas de physiologues, qui n'attendent guère d'une nouvelle utilisation de l'orge une amélioration, parce que, en ce qui concerne, par exemple, la nourriture du bétail, on utilise déjà les déchets provenant de la fabrication de la bière et aussi parce que la bière elle-même contribue à l'alimentation humaine. Mais tout le monde n'est pas, à ce sujet, du même avis. Il faut seulement espérer que le gouvernement ne tardera pas plus longtemps à régler cette question, et qu'après avoir pris l'avis des compétences autorisées, il édictera les mesures que lui paraîtra nécessiter la situation. Toutes les me-

sures intéressantes la vie économique du pays, prises pendant la guerre, lèsent forcément certains intérêts particuliers, mais l'intérêt particulier doit plier devant l'intérêt général.

Les *Münchener Neueste Nachrichten* écrivent, de leur côté :

« ... La mesure projetée amènerait une révolution profonde dans l'industrie de la brasserie allemande et aurait une répercussion sur d'autres branches de l'industrie. Les brasseurs, ne rentrant probablement pas dans leurs frais, devraient se décider à arrêter complètement leur production.

« Comme les livraisons aux restaurateurs seraient réduites d'autant et que par suite leur bénéfice serait diminué, ils ne pourraient plus répondre à tous leurs engagements et leur existence serait menacée. Le budget bavarois en souffrirait aussi, puisque l'orge constitue une de ses principales recettes... Cependant, quels que soient les effets de cette mesure, l'intérêt de la collectivité prime les intérêts particuliers. Une telle mesure n'aura pas été prise, d'ailleurs, sans qu'on en ait pesé toutes les conséquences... »

**La production et la consommation du charbon en Allemagne.** — D'après la *Gazette de Francfort*, il faut s'attendre pour le 1<sup>er</sup> avril prochain à une nouvelle augmentation du prix des charbons de la Saar.

De façon générale, l'industrie minière en Allemagne a été placée par la guerre dans une situation difficile. Le nombre des mineurs rappelés par la mobilisation a été d'environ 40 %. Mais comme il s'agit là des meilleurs travailleurs, la diminution de la production a été plus forte encore et peut être évaluée à 50 %. Pour le bassin de la Saar, l'exploitation, pendant les quatre premiers mois de la guerre, a été de 1.748.758 tonnes seulement, au lieu de 4.344.034 tonnes pendant la même période de 1913. (La production annuelle normale est de 12 millions). La production a, cependant, augmenté ces derniers mois, mais on peut penser qu'elle a atteint, dès à présent, son maximum.

La clientèle doit se résigner. L'administration des mines de la Saar rencontre de grosses difficultés à effectuer ses livraisons : elle n'a pas seulement à exécuter ses contrats avec les chemins de fer, mais aussi avec l'administration militaire et avec les fabriques de son district, qui travaillent pour l'armée. De plus, elle doit maintenir, ne serait-ce que dans des proportions réduites, ses envois en Suisse et en Italie, parce qu'il pourrait résulter autrement, dans ces pays neutres, des ressentiments qui ne sont pas à souhaiter dans les circonstances actuelles. Par suite, les livraisons à la clientèle ordinaire devront être réduites considérablement....

#### AUTRICHE-HONGRIE

**La lutte pour le blé entre les deux monarchies dualistes.** — L'Autriche n'est pas seulement menacée de payer les pots cassés pour l'Allemagne à la fin de la guerre ; elle souffre actuellement du manque de céréales que la Hongrie lui fournit en temps normal, mais que ce pays frère lui marchandait féroceement en ce moment même, ainsi qu'on le verra ci-après.

La *Gazette de Voss* donne à ce propos des renseignements qui méritent d'être cités :

« Une commission ministérielle d'Autriche est arrivée à Berlin pour connaître toutes les dispositions et organisations par lesquelles l'Allemagne combat le plan anglais de nous affamer. La situation, d'après ce qu'a rapporté en automne le professeur Stoklasa, n'est pas absolument menaçante pour la monarchie. Des voix autorisées ont toujours affirmé que les stocks de céréales de la monarchie sont suffisants, pourvu que dans ce pays des petits pains blancs on agisse rationnellement. Comme la récolte en Hongrie a été plutôt moyenne,

le gouvernement a fini par décider d'abroger les droits d'entrée, malheureusement à une époque où la défense d'exporter les céréales de Roumanie était imminente. On discuta longtemps pour savoir si l'on devait créer une société qui achèterait des céréales sous la protection de l'Etat. On discuta jusqu'à ce qu'il ne restât plus grand-chose à acheter à l'étranger.

« Par bonheur, c'est la Hongrie qui fournit le plus de céréales à l'Autriche. Bien que la récolte fût moyenne et qu'on eût perdu les approvisionnements de Galicie, l'on pouvait atténuer le déficit par des mesures économiques prises en temps utile et avant tout prescrire que les mangeurs de la fine boulangerie de Vienne s'habituent à manger du pain un peu moins blanc. Nulle part il n'est plus nécessaire qu'en Autriche de faire de la propagande. Le plus important était de décider que l'orge et l'avoine ne seraient pas utilisées pour le bétail, puisque les hommes en manquaient. Félicitons le gouvernement austro-hongrois d'avoir fait étudier à fond ces questions et espérons que le jour viendra où ces études prendront fin. L'Autriche-Hongrie, qui a fait ses preuves au point de vue militaire, a encore à les faire au point de vue économique.

« Ce n'est pas à Berlin, mais à Budapest que la commission devra étudier et obtenir ce qu'il faut. Les Hongrois se sont très bien comportés dans cette guerre : leurs hommes d'Etat n'hésiteront pas lorsqu'ils devront décider quel est le sort qui leur tient le plus à cœur, celui de leurs camarades autrichiens ou celui des porcs de leur pays. C'est à Budapest que la commission devra terminer ses études. Souhaitons que ce soit bientôt. »

**La situation économique à Vienne.** — D'après des renseignements venus de Vienne, les autorités militaires ont décidé de réquisitionner tous les stocks de caoutchouc brut ou en tuyaux.

D'autre part, les entrepreneurs de transports ont protesté contre la réquisition des véhicules et ont averti le gouvernement qu'il ne leur serait pas possible d'approvisionner la capitale si l'embargo sur les voitures n'est pas rapporté. Le manque de pétrole empêche de substituer des automobiles aux véhicules ordinaires.

De la même source, on annonce que les ménagères continuent dans tout le pays à s'opposer à la consommation de la viande de porc.

Sous peine d'emprisonnement et de fortes amendes, tous les propriétaires d'Autriche doivent immédiatement enssemencer en blé de printemps tous les terrains disponibles.

**La Hongrie fait la sourde oreille.** — L'information précédente montre la question au point de vue autrichien ; la dépêche ci-après, que notre confrère le *Temps* a reçue de Venise, semble indiquer qu'à Budapest on n'entend pas le même son de cloche :

« Les Autrichiens se montrent impatients en raison de la lenteur du gouvernement à arrêter ses décisions concernant les vivres. Le bourgmestre de Vienne, accompagné du président de la chambre de commerce, est allé trouver le premier ministre ; il a insisté auprès de lui pour que de promptes mesures fussent prises en vue d'approvisionner la capitale de quantités suffisantes de grains et de farine.

« Il demande que la Hongrie soit obligée de fournir à l'Autriche le complément qui lui manque et que tous les stocks existants en Autriche et en Hongrie soient mis en commun pour être distribués par les autorités centrales en dehors des influences locales. Le ministre a donné l'assurance que le cabinet étudierait la question.

« La répugnance manifeste de la Hongrie à se départir de quoi que ce soit de son excédent de grains en faveur de l'Autriche a causé une grande indignation à Vienne. »

**Réquisition en masse.** — Une dépêche de Budapest du 24 février annonce que les autorités municipales ont ordonné le recensement des farines qui se trouvent dans les villes.

Il a été en outre décidé que les habitants ne pourraient avoir chez eux, en réserve, plus de six kilogrammes de denrées par personne et par mois. Tous les excédents seront réquisitionnés.

### ITALIE

**Le charbon anglais et allemand en Italie.** — La *Gazette de Cologne* du 11 février dernier donne la quantité de charbon que l'Angleterre et l'Allemagne ont fournie à l'Italie, depuis le début de la guerre, et pour l'ensemble des années 1914 et 1913 :

	Différence en 1914		
	1913	1914	
	par rapport à 1913		
	(Milliers de tonnes)		
Janvier-juillet.....	5.673	5.415	— 258
Août.....	666	445	— 221
Septembre.....	811	698	— 113
Octobre.....	911	705	— 206
Novembre.....	784	603	— 181
Décembre.....	802	759	— 43
Août-décembre.....	3.974	3.210	— 764
Toute l'année.....	9.647	8.625	— 1.022

Par conséquent, les importations de charbons anglais en Italie ont été, pendant les cinq premiers mois de guerre, inférieures de 3/4 million de tonnes environ à celles de la même période de l'année précédente. Pour toute l'année, la diminution a été de près de 2 millions de tonnes, soit d'environ 20 %.

L'Allemagne a fourni à l'Italie les quantités suivantes :

	Différence en 1914		
	1913	1914	
	(Milliers de tonnes)		
Janvier-juillet.....	627	697	+ 70
Août.....	88	»	— 88
Septembre.....	78	12	— 66
Octobre.....	96	27	— 69
Novembre.....	100	35	— 65
Décembre.....	84	48	— 36
Août-décembre.....	446	122	— 324
Toute l'année.....	1.073	819	— 254

Depuis le mois d'août, les seules exportations d'Allemagne en Italie qui ont pu être enregistrées, sont celles qui se sont effectuées par le Saint-Gothard. Les exportations ont été à peu près complètement arrêtées pendant les premiers mois de la guerre, puis elles ont repris peu à peu. Le trafic par le Saint-Gothard a été, en août 1913, de 32.000 t., près de 100 0/0 plus élevé qu'en août 1914 ; en septembre, + 25.000 t. = 68 0/0 ; octobre + 16.000 t. = 37 0/0. Au contraire, il y a eu une augmentation en novembre 1914 (425 t. = 1,3 0/0) et en décembre 1914, (10.067 t. = 26,7 0/0) par rapport aux mêmes mois de 1913. Il semble qu'avec la prolongation de la guerre, l'arrêt du trafic maritime sera compensé, au moins en partie, par une plus forte expédition de charbon à destination de l'Italie par la voie ferrée.

Les expéditions de charbon d'Allemagne en Italie par le chemin de fer du Gothard se sont ainsi réparties en tonnes :

Pays de provenance	Différence		
	1913	1914	
	en 1914		
	Différence		
	aout-décem- bre 1914		
Bassin de la Ruhr...	219.594	207.190	— 12.404
Bassin de la Saar...	180.800	86.252	— 94.548
Bassin d'Aix-la-Chapelle.....	6.768	4.626	— 2.142
Bassin houiller du Rhin.....	2.489	1.764	— 725
Lorraine.....	8.348	7.126	— 1.222
Mines du Haut-Rhin.	23.121	20.057	— 3.064
Palatinat rhénan....	80	25	— 55
Haute-Silésie.....	10	»	— 10
Halle.....	»	205	+ 205

La diminution depuis la guerre a été de 63.000 t.

= 34 0/0 ; elle a été presque tout entière supportée par le bassin de la Saar, dont la production a été beaucoup plus affectée par la guerre que celle du bassin de la Ruhr, lequel a pu même augmenter un peu ses expéditions, ces derniers mois.

**Emigration italienne.** — Le gouvernement de Rome vient de limiter l'émigration des sujets italiens, qui désiraient trouver du travail à l'étranger, en décidant qu'il ne serait plus délivré de passeports, à moins que le Commissaire Royal de l'Emigration n'ait donné son visa. Ce visa ne sera accordé qu'aux ouvriers munis d'un *Contrat de travail*, rédigé conformément à la loi de 1913.

Cette importante mesure a été prise pour parer à une manœuvre allemande, qui avait pour but d'attirer des ouvriers italiens à travailler dans les mines de Westphalie principalement, afin de libérer ainsi les sujets allemands qui sont, de ce fait, mobilisés. Voici, d'après le *Secolo*, le marché que des Sociétés minières, appuyées par le gouvernement allemand, proposaient : Que l'Italie donne 30.000 hommes aux mines allemandes (ce qui permettrait à l'Allemagne d'enrôler un plus grand nombre de ses propres sujets, parmi ceux qu'elle laisse actuellement occupés à l'indispensable travail des mines) et l'Allemagne livrera du charbon à l'Italie. Les 30.000 Italiens devront, de plus, être approvisionnés par leur gouvernement.

Quel admirable négoce auraient réalisé ces Sociétés, si le gouvernement italien n'avait pas pris ses précautions :

1° Un apport de 30.000 recrues, rendues de ce fait mobilisables ; 2° Une main-d'œuvre abondante et bon marché, approvisionnée par l'Italie ; 3° Un placement avantageux du charbon, et enfin 30.000 otages au cas où l'Italie interviendrait dans le conflit européen.....

La mesure était très ingénieuse, mais heureusement, on a su parer le coup à Rome et prendre les mesures nécessaires.

### SUISSE

**Les finances suisses.** — Le Conseil fédéral a publié son projet relatif à l'établissement d'un impôt de guerre. Le préambule contient un exposé de la situation financière. L'augmentation de la dette, à la suite de la guerre, doit être évaluée à 200 millions de francs au moins. Du 31 juillet au 31 décembre, les dépenses occasionnées par la guerre se sont élevées à 147.857.000 francs, dont 104.480.000 pour la mobilisation. Celle-ci coûte 15 millions au moins par mois, de telle sorte que, fin juin 1915, elle aura déjà coûté 240 millions. Si l'on ajoute à cela le déficit pour l'année en cours, évalué à 23 millions, les dépenses ordinaires pour constructions et besoins militaires, qui sont estimées à 13 millions 1/2, enfin, les frais supplémentaires qui résulteront de la démobilisation et de la reconstitution du matériel de guerre, on doit compter sur une dette de 300 millions, que servira à couvrir l'impôt de guerre.

Le Conseil fédéral propose un impôt sur la fortune et sur les revenus industriels, qui sera adapté au système fiscal particulier de chaque canton. Le projet se base sur les évaluations faites par le professeur Jacob Steiger. L'impôt sur la richesse des particuliers donnera 58 millions 5 ; l'impôt sur les revenus industriels particuliers, 5 millions ; l'impôt sur le capital des Sociétés par actions, de 15 à 18 millions ; l'impôt sur le revenu des associations, 1 million 5 à 2 millions. Au total, l'impôt de guerre rapporterait de 80 à 83 millions 5. En déduisant de ce chiffre les moins-values probables résultant de la guerre, qu'on évalue à 20 0/0, on obtiendrait 64 à 65 millions 5 de francs. Un cinquième de cette somme, soit 12 millions 8 à 13 millions 4, reviendra aux cantons et le reste, 51 millions 2 à 53 millions 4, à la Confédération.

Le *Bund* remarque, à ce sujet, que ces chiffres sont évalués au plus haut et qu'on ne peut espérer que l'impôt de guerre rapporte davantage.

### TURQUIE

**Bombardement des forts des Dardanelles.** — L'amirauté annonce que le 19 février au matin, une flotte britannique de cuirassés et de croiseurs de combat, accompagnée de flottilles et assistée par une forte escadre française, le tout sous le commandement du vice-amiral Carden, a commencé une attaque contre les forts, à l'entrée des Dardanelles.

Les forts du cap Hellé et de Koum-Kalé ont été bombardés à dessein à longue distance. Ce feu a produit un effet considérable sur deux des forts et deux autres ont été fréquemment atteints.

Mais, à cause des terrassements, il a été difficile d'évaluer les dégâts. Les forts, en raison de la distance, n'ont pu répondre au feu.

A 2 heures 45 de l'après-midi, une partie des cuirassés ont reçu l'ordre de se rapprocher et de tirer sur les forts à une moindre portée avec leur artillerie moyenne.

Les forts, des deux côtés de l'entrée, ont alors ouvert le feu et ont été attaqués à une portée moyenne par les navires *Vengeance*, *Cornwallis*, *Triumph* et par trois cuirassés français, aidés de l'*Inflexible* et de l'*Agamemnon*, qui tiraient à longue distance.

Les forts de la côte européenne semblent avoir été réduits au silence. Un fort de la côte asiatique a continué de tirer, alors que l'opération était suspendue, à cause de la chute du jour. Aucun bâtiment de la flotte n'a été atteint.

L'action a été reprise samedi, après une reconnaissance aérienne. Le navire anglais *Ark-Royal*, qui sert aux aéroplanes, était à son poste avec un certain nombre d'avions et d'hydravions navals.

Les navires alliés cités dans le communiqué officiel sont les cuirassés :

*Vengeance*, lancé en 1899 et portant 4 canons de 305 et 12 de 152 (13.150 tonnes).

*Cornwallis*, lancé en 1901, ayant un même armement et déplaçant 14.200 tonnes.

*Triumph*, lancé en 1903, armé de 4 canons de 254 et 14 canons de 190 (12.000 tonnes).

*Agamemnon*, lancé en 1906, armé de 4 canons de 305 et 10 canons de 234, déplacement 16.750 tonnes.

Le croiseur dreadnought *Inflexible*, déplacement 17.600 tonnes ; vitesse 26 nœuds 1/2, artillerie 8 canons de 305 et 16 canons de 102, lancé en 1907.

Le correspondant de l'agence *Central News* à Athènes, a télégraphié que 12 cuirassés et 20 contre-torpilleurs avaient pris part au bombardement des forts des Dardanelles.

Les cuirassés français qui ont participé aux opérations dans les Dardanelles sont : le *Suffren*, le *Gaulois*, le *Bouvet*.

Ces trois cuirassés sont anciens : le plus jeune, le *Suffren*, a été lancé en 1899 et porte 4 canons de 305 et 10 de 165 ; le *Bouvet*, de trois ans plus vieux, est armé de deux 305, deux 274 et huit 138 ; enfin le *Gaulois*, à peu près contemporain du *Bouvet*, porte quatre 305 et dix 138.

Le détroit des Dardanelles, l'ancien Hellespont, par lequel la mer Egée communique avec la mer de Marmara, a 67 kilomètres de longueur, et sa largeur varie de 1.500 à 7.500 mètres ; sa profondeur est de 50 à 60 mètres. Un courant très rapide en rend parfois la navigation malaisée.

La défense du Déroit date de loin, et l'amélioration la plus considérable a eu lieu en 1887 ; les ouvrages en ont été armés de canons Krupp de gros calibre, bons peut-être pour l'époque, mais qui, ainsi qu'on a pu le voir dans le communiqué britannique, n'ont pu répondre aux navires qui les bombardaient.

**La fin de l'Empire ottoman.** — Enver Pacha et ses partisans, en livrant leur pays à l'Allemagne, ont ouvert la liquidation définitive de la question d'Orient et précipité la ruine de la domination ottomane en Europe et probablement, la fin de la Turquie elle-même.

Le problème des Dardanelles, qui dominait la Question d'Orient elle-même, va être enfin résolu sans soulever les difficultés passionnées d'autrefois. En effet, l'Angleterre, qui nous fit faire la guerre de Crimée pour fermer la Méditerranée à la Russie, est aujourd'hui d'accord avec elle et, avec nous, pour abattre la barrière dont la garde avait été confiée à la Sublime Porte.

« En effet, dit le *Temps*, le libre passage de la mer Noire à la Méditerranée touche à des intérêts immédiats, en rapport étroit avec la direction générale des opérations. La Russie, la Roumanie n'ont pas d'autre issue sur la Méditerranée. Les bateaux qui transportent les céréales russes et roumaines ne peuvent plus sortir de la mer Noire. Le change en souffre et l'alimentation du monde occidental est entravée par les canons et les mines du Sultan. Nos alliés sont privés d'une de leurs voies de ravitaillement et le Bosphore sert de refuge aux navires allemands et turcs pour perpétrer leurs exploits de forbans sur les côtes de Crimée et du Caucase. La flotte anglo-française, qui entreprend de rétablir les communications en mettant fin au rôle de l'Empire ottoman comme gardien des Détroits, accomplit donc un acte de guerre indiqué par les circonstances et qui est une des conséquences fatales de l'alliance de la Turquie avec nos ennemis. »

Et le *Times*, approuvant complètement l'opération, écrit sous le titre de *La route d'Odessa* :

« La Russie est un vaste empire ayant des millions d'hommes mobilisés et regorgeant d'approvisionnements supplémentaires de blé.

« Pourtant elle est pratiquement plus séparée du reste du monde que l'Allemagne. La mer Blanche est bloquée par les glaces. Le port d'Arkangel ne sera pas ouvert avant le mois de mai et la Baltique est fermée hermétiquement. Le chemin de la mer Noire est barré par les Dardanelles et le Bosphore, et Vladivostock est trop loin. La Russie est liée, et le devoir de ses alliés est de rompre ses liens, s'ils le peuvent.

« Des avantages nombreux, incommensurables, résulteraient en effet de l'ouverture de la route d'Odessa ; les navires chargés de blé sortiraient de la Russie et d'autres navires chargés de matériel et des approvisionnements dont la Russie a besoin y arriveraient.

« Les résultats politiques seraient également considérables. Un coin serait enfoncé dans la ligne de bataille des ennemis qui s'étend encore depuis la mer du Nord jusqu'au cœur de la Mésopotamie. L'effet sur les royaumes balkaniques et les autres Etats neutres hésitants serait instantané et contrebalancerait les impressions créées récemment par les opérations allemandes contre la Russie. La chute de Constantinople amènerait probablement l'effondrement de l'offensive turque : les Turcs ne survivraient jamais au coup ainsi porté au cœur de leur empire. »

Malgré la direction et l'appui des Allemands, la Turquie, écrasée en Arménie et en Mésopotamie, impuissante en Egypte, ayant perdu toute autorité morale et religieuse sur le monde de l'Islam, va bientôt entrer en agonie... et voici l'oraison funèbre que M. Georges Clemenceau prononce sur elle :

« Quand le Sultan sera allé se cacher à Brousse, ou même plus loin, quand le drapeau des alliés flottera sur les vieilles murailles qui subirent l'outrage de Mahomet II, quand il sera entendu qu'au lieu de faire revivre la politique surannée d'obstruction, d'empêchements, nous apportons, dans tout le domaine d'influence de la vieille capitale byzantine, un ordre européen d'indépendance na-

tionale et de droit humain, tous les rivages du Pont-Euxin retentiront de la grande nouvelle qui descendra jusqu'au golfe persique par les voies de la Mésopotamie. »

**ETATS-UNIS**

**La propagande allemande.** — On télégraphie de New-York à l'Agence Havas que les Allemands, dont la formidable campagne aux Etats-Unis n'a abouti qu'à des échecs aussi complets que répétés, ne se découragent nullement; bien au contraire, ils renforcent actuellement leur organisation, déjà cependant très puissante, mais ce sera encore en pure perte qu'ils feront ce nouvel effort, si l'on en juge par les malheureux débuts de leur nouvelle combinaison.

Les Germano-Américains, ainsi que l'on appelle ici les Américains d'origine allemande naturalisés citoyens des Etats-Unis mais restés Allemands, viennent, en effet, de donner une forme officielle et régulièrement organisée à leur mécanisme qui jusqu'à présent, ne fonctionnait que d'une façon occulte, pour ainsi dire. C'est la réalisation d'abord du plan qui a pour but de séparer les électeurs américains d'origine allemande des électeurs d'autres origines. Le prétexte à cette tentative est de délivrer, disent-ils, les Etats-Unis de l'influence de l'Angleterre, mais, en réalité, les Germano-Américains, que l'on peut confondre, bien entendu, avec l'organisation de M. Dernburg cherchent une fois de plus à nuire à tous les alliés sans qu'ils se préoccupent, ces « Américains » — car ils sont Américains — du tort ou même du danger qui peut en résulter pour leur pays; ils cherchent avant tout l'intérêt de l'Allemagne.

La colère des Allemands leur a fait oublier jusqu'aux règles les plus élémentaires de l'hospitalité vis-à-vis du chef de l'Etat dans lequel ils vivent, et ils n'ont pas hésité à attaquer violemment le président Wilson dans leurs journaux de New-York, publiés en langue allemande.

**La réponse anglaise.** — Dans sa réponse au gouvernement américain, le cabinet de Londres déclare que la décision du gouvernement allemand de s'assurer la haute main sur les vivres n'était qu'une des raisons qui avaient déterminé la Grande-Bretagne à traduire la *Wilhelmina* devant un tribunal de prises.

La réponse anglaise énumère toutes les infractions allemandes aux usages internationaux, bombardements de villes ouvertes, bombardements aériens de villages sans défense, saisie et destruction de navires chargés de grains ou d'autres marchandises qui ne sont que contrebande conditionnelle et dont les destinations étaient Dublin, Belfast et d'autres ports du littoral de l'est, qui ne sont ni des ports fortifiés, ni des bases d'opérations navales.

L'Allemagne a donc aboli elle-même, par ses actes, les distinctions qui existaient entre les civils et les combattants.

Si donc, la Grande-Bretagne se sent obligée de déclarer que les vivres constituent une contrebande de guerre ou de prendre d'autres mesures de représailles contre le commerce allemand, elle espère avec confiance que les neutres s'abstiendront d'invoker contre elle les principes du droit des gens tant qu'ils ne pourront pas obliger les Allemands à abandonner des procédés de guerre que ni les lois ni l'humanité n'autorisent.

**L'opinion de l'ancien président Taft.** — Le *New-York Herald* dit que M. William Taft, ancien président des Etats-Unis, a déclaré, dans un discours, que les Etats-Unis étaient menacés d'une sérieuse atteinte à leurs droits de neutres.

Les mesures qu'ils ont dû prendre pour protéger leur commerce les mettent en face d'une crise.

« Lorsque le président agira, a ajouté M. Taft,

nous devons lui donner notre appui jusqu'au bout. »

M. Taft a condamné le système consistant à semer des mines en haute mer pour faire couler des navires neutres sans avertissement.

Une dépêche de Washington annonce que sir Edward Grey a envoyé au département d'Etat, par l'intermédiaire de l'ambassade britannique à Washington, un démenti catégorique à l'accusation allemande, d'après laquelle les Anglais auraient l'intention de détruire un navire américain dans la zone de guerre et d'en rendre responsable un sous-marin allemand, dans l'espoir de précipiter la crise entre les Etats-Unis et l'Allemagne.

**REVUE DES CHANGES ET CHRONIQUE MONÉTAIRE**

**Change de Paris sur (papier court)**

	Pair	16 juillet	26 janvier	2 février	9 février	16 février	23 février
Londres.....	25.224	25.174	25.124	25.064	25.11	25.154	25.25
New-York.....	518.25	516	518	518.50	519.50	524.50	525
Espagne.....	500	482.75	497.50	498.50	500.50	503	512.50
Hollande.....	208.30	207.56	208.50	209	209.50	209.50	210.50
Italie.....	100	99.62	95.50	95.50	95.50	94.50	92
Pétrograd.....	266.67	263	220	225	232.50	229.50	222.50
Scandinavie.....	139	138.25	130	130	130	129.50	129.50
Suisse.....	100	100.03	98	97.75	97	96.50	96

**Valeur en or à Paris de 100 unités-papier de monnaies étrangères**

	Unités	16 juillet	26 janvier	2 février	9 février	16 février	23 février
Londres.....	100 liv.	99.82	99.61	99.38	99.56	99.73	100.20
New-York.....	» dol.	99.56	99.95	100.04	100.24	101.20	101.30
Espagne.....	» pes.	96.55	99.45	99.70	100.10	100.60	102.50
Hollande.....	» flor.	99.64	100.10	100.33	100.58	100.58	101.50
Italie.....	» lire.	99.62	95.50	95.50	95.50	94.50	92
Pétrograd.....	» rbl.	98.62	82.50	84.37	87.19	86.06	83.43
Scandinavie.....	» cour.	99.46	93.52	93.52	93.52	93.46	93.16
Suisse.....	» fr.	100.03	98	97.75	97	96.50	96

**Changes de Londres sur : (chéque)**

	Pair	16 juillet	26 janvier	2 février	9 février	16 février	23 février
Paris.....	25.224	25.184	25.124	25.114	25.10	25.15	25.25
New-York.....	4.864	4.871	4.854	4.85	4.824	4.804	4.82
Espagne.....	25.22	25.10	25.18	25.174	25.10	24.95	24.95
Hollande.....	12.109	12.125	12.04	12.04	11.974	12.02	12.02
Italie.....	25.22	25.268	26.22	26.274	25.40	27.074	27.30
Pétrograd.....	94.62	95.80	116	110.50	110.50	110.50	112
Portugal.....	53.28	46.19	35	35.25	35	34.25	35
Scandinavie.....	18.25	18.24	19.40	19.42	19.50	19.55	19.55
Suisse.....	25.22	25.18	25.65	25.65	25.80	26.15	26.24

**Valeurs en or à Londres de 100 unités-papier de monnaies étrangères**

	Unités	16 juillet	26 janvier	2 février	9 février	16 février	23 février
Paris.....	100 fr.	100.14	100.39	100.42	100.48	100.28	99.89
New-York.....	» dol.	99.90	100.23	100.33	100.68	101.33	100.95
Espagne.....	» pes.	96.64	100.16	100.18	100.48	100.89	100.89
Hollande.....	» flor.	99.87	100.51	100.51	101.12	100.74	100.74
Italie.....	» lire.	99.82	96.18	96	95.54	93.16	92.39
Pétrograd.....	» rou.	98.77	81.56	85.63	85.63	85.63	84.48
Portugal.....	» mil.	86.69	65.68	66.16	65.68	64.28	65.68
Scandinavie.....	» cou.	100.85	94.07	93.97	93.58	93.35	93.35
Suisse.....	» fr.	100.17	98.33	98.33	97.76	96.82	96.16

Les changes en Italie présentent une hausse accentuée sur les places de Paris, Londres, New-York et Genève, les cours sur Berlin et Vienne sont, au contraire, au-dessous du pair.

La hausse du billet français est surtout prononcée depuis le début de février. A cette date, on cotait 104,57 lire pour 100 francs. Au 19 février, 100 francs valaient 108,26 lire, soit une prime de 8 1/4 %. A cette même date, la cote enregistrée était : 27,28 lire pour 1 livre sterling (pair 25,22), 5,72 lire pour un dollar (pair 5,18), et 102,71 lire pour 100

francs suisses. Une semblable prime est tout à fait exceptionnelle, et il faut remonter de 22 ou 23 ans en arrière, pour retrouver un phénomène aussi grave. Avec le change à 8 %, la Rente Italienne est aux environs de 72 à Paris, soit une baisse de 13 à 14 points, depuis le début de la guerre.

Par contre, le billet de 100 marks se maintient à 118 1/4 (pair 123,47), et le billet de 100 couronnes à 91,72 (pair 105), la situation est donc nettement défavorable aux places de Berlin et de Vienne.

Le déficit de la balance commerciale et la suppression des envois de capitaux par les émigrants sont les causes principales de cette situation. D'autre part, l'Italie a fait d'importants achats pour compte allemand dans les pays neutres, cela justifie la baisse du mark et la hausse des devises alliées ou neutres. Cette baisse du mark a été en partie compensée ces derniers jours par des achats de charbon considérables, faits par l'Italie en Allemagne.

Le change sur l'étranger en Espagne qui se maintenait au-dessous du pair, après la déclaration de la guerre, soit avec une prime de 2 % en faveur de l'Espagne, indiquait à la fin d'octobre, une prime au préjudice de cette place de près de 6 %.

Cette situation avait été attribuée : à la suspension des envois de traites de la part de ses nationaux, établis dans l'Amérique du Sud; à la diminution de papier sur l'étranger, par suite de la restriction des exportations de fruits et de minerais; enfin, aux moratoria étrangers, empêchant le recouvrement des créances, alors qu'aucune mesure moratoire n'avait été prise dans le pays. D'autre part, ses dettes envers l'étranger s'accroissaient, par suite des importations de coton et de céréales.

Depuis cette date, la situation s'est graduellement améliorée, la circulation monétaire étant devenue parfaitement saine. On cote aujourd'hui avec une légère prime d'environ 2,50 % en faveur de l'Espagne, cette prime est due surtout à la situation de place, c'est-à-dire à un excédent des demandes sur les offres de devises espagnoles.

**Changes sur Londres à :**

(Cours moyen du mercredi)

	15 juillet	3 février	10 février	17 février	24 février
Valeurs à vue					
Alexandrie.....	97 21/32	97 1/4	97 1/4	97 1/4	97 1/4
Câble transfert					
Bombay.....	1 3 31/32	1 3 7/8	1 3 7/8	1 4 »	1 4 »
Calcutta.....	1 3 31/32	1 3 7/8	1 3 7/8	1 4 »	1 4 »
Hong-Kong.....	1 10 5/16	1 9 1/8	1 9 1/8	1 9 »	1 9 1/8
Shanghai.....	2 5 3/4	2 2 15/16	2 2 7/8	2 0 7/8	2 2 7/8
Valeurs à 90 jours de vue					
Buenos-Ayres (or).....	47 11/16	48 11/16	48 5/8	48 3/4	48 13/16
Montevideo.....	51 3/32	53 »	52 7/8	52 3/4	52 5/8
Rio-de-Jan. (papier).....	15 7/8	13 11/16	13 1/16	12 7/8	12 1/2
Valparaiso.....	9 3/4	7 11/32	7 11/32	*7 1/2	7 3/4

**Cours des changes de New-York sur :**

	Pair	16 juillet	26 janvier	2 février	9 février	16 février	23 février
Paris.....	5.184	5.164	5.184	5.184	5.194	5.244	5.244
Londres.....	4.864	4.874	4.854	4.844	4.834	4.794	4.814
Berlin.....	95.37	95.06	87.25	87.31	86.25	84.75	84.25
Amsterdam.....	40.14	»	40.25	40.25	40.31	39.87	39.87

**Valeur en or à New-York de 100 unités-papier de monnaies étrangères**

	Unités	16 juillet	26 janvier	2 février	9 février	16 février	23 février
Paris.....	100 fr.	100.27	100 »	99.90	99.76	98.80	98.80
Londres.....	100 liv.	100.19	99.68	99.64	99.38	98.58	98.89
Berlin.....	100 mk.	99.67	91.49	91.55	90.44	88.86	88.34
Amsterdam.....	100 flor.	»	100.27	100.27	100.42	99.33	99.33

Le change anglo-américain. — Comme suite à no-

tre dernière information, concernant les envois d'or pour compte anglais à New-York, nous apprenons qu'une conférence de banquiers de Londres et des Etats-Unis est envisagée, pour éviter de nouveaux envois et rétablir les cours du change, conformément à un récent arrangement international. D'après certaines informations, quelques exportateurs anglais gênés par cette situation, auraient décidé d'établir leurs contrats sur la base du change américain, au lieu de prendre pour base la livre sterling. Au nombre des mesures envisagées, on cite l'ouverture de crédits importants, que les Etats-Unis consentiraient à l'Angleterre, ainsi qu'il a été fait pour la Russie.

**Cours du mark à :**

	Pair	Valeur en or de 100 mk-papier			
		12 février	19 février	12 février	19 février
Amsterdam.....	59.38 fl. p. % m.	52.98	52.55	89.09	88.50
Italie.....	123.47 lire	117.014	118.85	94.77	96.26
Genève.....	123.47 fr.	114.50	115. »	92.73	93.14

**Revue Commerciale**

**Blés.** — La température est toujours inclemente; pluies, giboulées de grêle et neige fondue. Cette humidité persistante favorise la croissance des plantes parasites et les rongeurs recommencent à pulluler; de plus, les terres détrempées n'ont pu être convenablement labourées, fumées et hersées, mais bien que les semailles de printemps ne présentent pas toutes les conditions favorables et éprouvent quelque retard, la situation des cultures en terre reste satisfaisante.

La main-d'œuvre est toujours rare et les chevaux de labour manquent un peu partout. Les battages s'avancent lentement et n'ont pas encore permis de jeter de grandes quantités de grains sur le marché.

Les opérations navales des alliés dans les Dardanelles intéressent beaucoup le marché, car si ces détroits étaient ouverts à la navigation, il serait possible de s'approvisionner largement et à bon compte dans la Russie méridionale.

A la Bourse du commerce, les affaires sont très calmes, mais assez soutenues; les offres sont faibles, par ce temps de réquisition à outrance, mais la demande est meilleure et l'on clôture à 31 fr. 50 (moyenne) les 100 kilos, en avance de 25 centimes sur la semaine dernière.

Aux Etats-Unis, le temps continue à être favorable. Les marchés américains, après de nombreuses fluctuations, ont finalement clôturé en baisse. La détente se constate sur notre place et en dernier lieu nous cotons Hard Winter n° 2, disponible à 34 francs le Havre et Plata, livrable avril 39 fr. à Nantes.

Le marché anglais a suivi la détente américaine et les cours ont perdu de 6 d. à 9 d. par quarter. Par suite des fortes quantités expédiées cette semaine des Etats-Unis, on note une diminution notable des stocks visibles : — 64.051.000 bushels, contre 68.268.000 la semaine précédente et 69 millions 318.000 l'année dernière.

**Prix du Blé sur les grands marchés (Les 100 kilogrammes)**

Villes	27janv. 3 févr. 10févr. 17févr. 24févr.				
	1915	1915	1915	1915	1915
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Paris (disponible)....	30 50	31 50	31 25	31 25	31 50
Londres.....	33 36	35 22	36 60	35 94	35 63
Liverpool.....	33 07	35 37	36 15	35 66	35 95
New-York.....	30 70	33 86	33 09	32 81	31 75
Chicago.....	28 30	31 47	31 12	30 90	29 18

**Alcools.** — Voici d'après le *Journal Officiel* la production et le mouvement des alcools en



France pendant les quatre premiers mois de la campagne :

	1914-1915	1913-1914
	(Hectolitres)	
Production.....	813.386	1.845.612
Importations.....	47.130	65.000
Reprises au 1 <sup>er</sup> octobre.....	525.415	511.012
Ressources totales.....	1.385.931	2.421.624
Exportations.....	69.165	114.632
Livraisons au commerce.....	596.392	1.073.087
Sorties totales.....	665.557	1.187.719
Stock fin janvier.....	720.374	1.233.905
Stock fin décembre.....	658.107	1.238.986
Différence.....	+ 62.267	- 5.081

La production de l'alcool en janvier 1915 s'est élevée à 284.942 hectolitres contre 253.433 en 1914, dont 202.386 hectolitres provenant de la distillation des betteraves contre 119.616 en 1914.

La tendance est toujours très ferme en raison de la rareté de la marchandise; les cours se tiennent à 100 francs. Transactions à peu près nulles cette semaine; très peu au prix de 105 francs. La rareté de la marchandise et la hausse des cours sont la cause de cette pénurie.

Par suite des dernières mesures restrictives prises en Russie, il y aurait de très gros stocks chez nos alliés, mais il y a impossibilité de les faire venir en France, vu la pénurie des transports.

**Cotons.** — Voici d'après la Circulaire « Emis-Hémet » les stocks du continent au 18 février 1915 :

	Amérique	Indes	Egypte	Divers	Total
Havre.....	194.800	20.800	»	4.200	219.800
Marseille.....	100	3.000	»	100	3.200
Barcelone.....	28.840	4.330	690	2.460	36.320
Gênes.....	325.000	22.000	9.500	2.750	359.250
Trieste.....(*)	750	2.000	100	200	3.050
Hambourg.....(*)	4.000	12.000	»	»	16.000
Brême.....(*)	210.000	750	»	750	211.500
Amsterdam.....	»	»	»	»	»
Rotterdam.....	»	»	»	»	»
Anvers.....	»	»	»	»	»
Total.....	763.490	64.880	10.290	10.460	849.120

(\*) Estimé.

Par suite d'avis peu intéressants des Etats-Unis, le marché du Havre a été plus ou moins nul et les cours se sont maintenus comme à huitaine; pourtant à la réception de bonnes nouvelles de Liverpool, la tendance a été plus soutenue.

Voici quelques-uns des prix enregistrés : mars, 63 fr.; mai, 63 fr.; juin, 63 fr. 1/4; juillet, 63 fr. 3/4; octobre, 64 fr., 64 fr. 1/4.

## PETITES NOUVELLES

◆ L'action du Crédit Foncier se négocie aux environs de 700, toujours intéressante à ce cours, si l'on considère notamment le rôle qui semble devoir être assigné à cet établissement dans les projets à l'étude, ayant pour but la réparation des dégâts matériels résultant de la guerre.

Les obligations foncières et communales se font toujours remarquer par la préférence dont elles sont l'objet de la part de l'épargne. Les obligations foncières 1879, 1885, 1909 et 1913 participeront au prochain tirage du 5 mars, doté d'un ensemble de primes et lots s'élevant à 1 million 1/2 de francs.

◆ On sait qu'aux termes des articles 40 et 47 de la loi du 29 mars 1914 (Titre II), le droit de

timbre proportionnel établi sur les actions, est porté à 0 fr. 90 par 100 fr., décimes compris, ou à 1 fr. 80 par 100 fr., décimes compris, suivant la distinction mentionnée à l'article 40. Le droit de timbre proportionnel sur les obligations est porté à 1 fr. 80 par 100 fr., décimes compris. Enfin, le droit annuel d'abonnement est porté à 0 fr. 09 par 100 fr., décimes compris.

Pour l'exécution de ces dispositions de la loi du 29 mars 1914, le président de la République a signé, le 15 courant, un décret paru au *Journal officiel* le 21 février, ainsi conçu :

Article premier. — Il est créé quatre nouveaux types pour le timbrage à l'extraordinaire des titres d'actions et d'obligations des sociétés, compagnies, entreprises et autres collectivités françaises, savoir :

1° A 0,09 par 100 francs pour droit d'abonnement des actions et des obligations ;

2° A 0,90 par 100 francs pour droit au comptant sur les titres ou certificats d'actions dans les sociétés, compagnies, entreprises ou collectivités dont la durée n'excède pas dix ans ;

3° A 1,80 par 100 francs pour droit au comptant sur les titres ou certificats d'actions dans les sociétés, compagnies, entreprises ou collectivités dont la durée excède dix ans ;

4° A 1,80 par 100 francs pour droit au comptant sur les titres d'obligations.

Ces types seront conformes aux modèles annexés au présent décret.

## Marché Financier

Tout comme précédemment, les transactions ont été, cette semaine, très restreintes, exception faite pourtant pour nos Rentes Françaises, qui se sont montrées actives. Leur tenue a, tout d'abord, été de nouveau irrégulière, et le 3 % perpétuel, en raison des offres qui étaient encore signalées, est revenu dans la séance de mardi, à 67,75. Mais, dès le lendemain, il se reprénaît vivement à 68,60.

Sur les principales valeurs, on clôture comme suit :

3 % perpétuel, 69 fr. 40 ; 3 % amortissable, 76 fr. 60 ; 3 1/2 % amortissable, 90 fr. 70 ; Extérieur Espagnole 4 %, 84 fr. 75 ; Russes consolidés 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> séries, 74 fr. ; Russe 5 % 1906, 89 fr. 75 ; Crédit Foncier de France, 690 fr. ; Crédit Lyonnais, 1,050 fr. ; Comptoir National, 976 fr. ; actions Paris-Lyon, 1,079 fr. ; Nord, 1,251 fr. ; Orléans, 1,125 fr. ; Ouest, 740 fr. ; Métropolitain, 435 fr. ; Nord-Sud, 111 francs ; Omnibus, 405 fr. ; Suez, 4,060 fr. ; Briansk ordinaire, 312 fr. ; Sosnowice, 803 fr. ; Rio-Tinto, 1,468 fr. les grandes coupures.

Sur le Marché en Banque, on a détaché, mardi, les dividendes suivants : City Deep, 2 fr. 83 ; Crown Mines, 3 fr. 40 ; Durban Roodepoort Deep, 0 fr. 85 ; Ferreira Deep, 5 fr. 66 ; Geldenhuis Deep, 2 fr. 66 ; Lena, 1 fr. 24 ; Modderfontein B, 6 fr. 81 ; Rand Mines, 5 fr. 11 ; Robinson Gold, 10 fr. 68 ; Rose Deep, 3 fr. 40 ; Village Deep, 2 fr. 55 ; Village Main Reef, 8 fr. 75.

Clôture : Cartoucheries de Toula, 970 fr. ; Hartmann, 387 fr. ; Maltzof, 498 fr. ; De Beers ordinaire, 255 fr. ; Cape Copper, 71 fr. 50 ; Tharsis, 155 fr. ; Chartered, 15 fr. ; Crown Mines, 98 fr. 50 ; Goldfields, 36 fr. 25 ; Modderfontein B, 109 fr. 50 ; Rand Mines, 112 fr. 50 ; Robinson Gold, 41 francs.

L'Administrateur-Gérant : GEORGES BOURGAREL.

Paris — Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart, imp.